



Boîte à outils de plaidoyer

**pour améliorer l'utilisation et le partage
des données administratives à des fins statistiques**



Table des matières

1	Introduction, objectif de la boîte à outils et termes clés	4
1.1	Synthèse	4
1.2	Contexte	4
1.3	Que sont les données administratives?	5
1.4	Quel est l'objectif de cette boîte à outils?	5
1.5	À qui cette boîte à outils est-elle destinée?	5
1.6	Comment utiliser cette boîte à outils?	6
2	Plaidoyer – les bases	7
2.1	Définition du plaidoyer	7
2.2	Identifier l'objectif de plaidoyer	8
3	Identifier et cartographier les acteurs clés et les parties prenantes et comprendre leurs motivations et leurs besoins	10
3.1	Identifier les acteurs clés et les groupes d'intérêt	12
3.2	Analyse des obstacles	18
4	Identifier les points d'entrée stratégiques pour le plaidoyer	20
4.1	Points d'entrée nationaux	20
4.2	Ambitions et obligations internationales des pays	22
5	Élaborer des messages clés	24
5.1	Éléments clés des messages de plaidoyer	24
5.2	Exemples de messages de plaidoyer	25
6	Comment présenter les données administratives, en abordant clairement les avantages et les préoccupations	28
6.1	Avantages du partage des données administratives	28
6.2	Préoccupations potentielles concernant le partage des données administratives, et solutions pour y répondre	30
7	Stratégies et outils de sensibilisation	32
8	Gérer les défis liés à des cadres juridiques concurrents	36
9	Conclusion	38
10	Outils et ressources	40
	Références	41

**Collaborative on Administrative Data: boîte à outils de
plaidoyer pour améliorer l'utilisation et le partage des
données administratives à des fins statistiques.**

Mars 2025

Collaborative on Administrative Data
United Nations Statistics Division
UN Women Africa
UN Women
Global Partnership for Sustainable Development Data



1 Introduction, objectif de la boîte à outils et termes clés

1.1 Synthèse

La présente boîte à outils est conçue pour aider les offices nationaux de statistique (ONS), les décideurs politiques et d'autres parties prenantes à plaider en faveur de l'utilisation de données administratives dans les statistiques. Elle propose des étapes claires et concrètes pour toute personne rencontrant des difficultés en matière d'accès aux données administratives à des fins statistiques ou de promotion des avantages de ces données.

Contrairement à d'autres guides de plaidoyer, cette boîte à outils est spécialement conçue pour aider les défenseurs à souligner l'intérêt de l'utilisation et du partage de ce type de données, ainsi que la manière dont elles peuvent contribuer à produire des statistiques et des informations plus précises et de meilleure qualité pour les décideurs. Le présent guide propose une approche étape par étape pour vous aider à définir vos objectifs de plaidoyer, à identifier les principales parties prenantes et à comprendre leurs besoins et préoccupations, à élaborer des messages de plaidoyer convaincants, ainsi qu'à identifier les opportunités stratégiques en matière d'engagement aussi efficace que possible auprès des détenteurs de données.

1.2 Contexte

L'élaboration de cette boîte à outils a été initiée par le Collaboratif sur les données administratives (CDA), que dirigent la Division de statistique des Nations Unies (DSNU), ONU Femmes et le Partenariat mondial pour les données du développement durable (Partenariat mondial).

Le CDA est une communauté de pratique multipartite visant à renforcer la capacité des pays à utiliser les données administratives à des fins statistiques. Il sert de plateforme de partage de ressources, d'outils, de bonnes pratiques et d'expériences, sensibilisant ainsi aux avantages de combiner différentes sources administratives pour améliorer la qualité, la ponctualité, la

couverture et la ventilation des statistiques. L'équipe de travail 1 du CDA, qui se concentre sur les cadres institutionnels, la coordination et les partenariats, a joué un rôle clé dans l'élaboration de cette boîte à outils de plaidoyer. Son élaboration et sa publication ont été assurées par ONU Femmes et le Partenariat mondial.

Le CDA a été créé pour répondre à la nécessité de renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux à exploiter pleinement les données administratives à des fins statistiques. Il s'agissait de combler le manque de données disponibles pour le suivi des progrès et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), ainsi que de relever de nouveaux défis tels que la pandémie de COVID-19.

Depuis sa création en 2020, les membres du CDA ont exprimé leurs difficultés à accéder aux sources de données administratives. Convaincre les parties prenantes nationales reste une préoccupation majeure, en particulier pour les pays qui examinent de nouvelles sources de données administratives. Les membres du CDA ont fait part de la nécessité d'orientations dans leurs efforts de plaidoyer et de sensibilisation. Dans le même temps, certains membres ont plaidé avec succès en faveur de l'utilisation des données administratives, offrant de précieux exemples sur lesquels les autres membres peuvent s'appuyer. Le CDA a ainsi une occasion unique de partager les défis communs en matière de plaidoyer et les moyens de les surmonter avec ses membres et avec l'ensemble de la communauté statistique.

La présente boîte à outils rassemble la vaste expérience des membres du CDA qui ont plaidé en faveur de l'accès aux données administratives et de leur utilisation. Elle applique les principes du plaidoyer dans le contexte de l'accès aux données administratives et décrit les étapes pratiques du processus de plaidoyer, en fournissant des orientations pour définir les objectifs, identifier les parties prenantes, établir des relations, trouver des points d'entrée stratégiques et élaborer des supports de plaidoyer.

¹ Collaborative on the use of Administrative Data for Statistics – United Nations Statistics Division. Disponible à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/>

1.3 Que sont les données administratives?

Les données administratives sont collectées ou produites par les gouvernements et les prestataires de services dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Il s'agit par exemple des données d'enregistrement des naissances et des décès collectées par les officiers d'état civil locaux relevant du ministère de l'Intérieur; des données sur les inscriptions dans les écoles recueillies par les établissements d'enseignement relevant du ministère de l'Éducation; et des données des déclarations de revenus des entreprises et des particuliers collectées par les autorités fiscales relevant du ministère des Finances. Ces données, qui ne sont pas collectées à des fins statistiques, présentent des avantages considérables pour la production de statistiques en vue de combler les manques de données essentielles pour le suivi des Objectifs de développement durable et de fournir des informations ponctuelles et détaillées aux décideurs nationaux.

Les sources traditionnelles de données statistiques, telles que les enquêtes et les recensements, sont plus coûteuses à produire, moins fréquemment utilisées (par exemple, tous les dix ans pour les recensements) et fournissent souvent des informations limitées à un échantillon de la population. Les sources de données administratives fournissent des informations plus régulières et plus détaillées sur une plus grande partie de la population.

Lorsqu'elles sont intégrées aux statistiques officielles en plus des sources traditionnelles, ces données peuvent fournir aux décideurs politiques une vue d'ensemble plus précise des services publics et de la qualité de vie et conduire à de meilleures décisions et à des résultats plus positifs pour les communautés.

1.4 Quel est l'objectif de cette boîte à outils?

Le plaidoyer est un élément essentiel pour instaurer le changement, comme illustré à la Figure 1. La présente boîte à outils est conçue pour inspirer et guider les efforts visant à induire des changements significatifs, tels qu'une élaboration des politiques plus efficace découlant d'une meilleure utilisation des données administratives. L'accent est mis sur le partage et l'utilisation des données administratives parmi les détenteurs de données, les producteurs de statistiques, les systèmes statistiques nationaux et la communauté internationale dans le but d'aboutir à de meilleures statistiques et politiques fondées sur des données probantes. Le principal objectif de cette boîte à outils est de présenter des stratégies de plaidoyer centrées sur les données administratives, en proposant des informations pratiques pour vous aider à vous lancer. Elle propose un ensemble d'idées, de stratégies et d'études de cas nationales concrètes pour vous aider à planifier et à mettre en œuvre des activités de plaidoyer et de sensibilisation visant à accroître l'accès aux données administratives à des fins statistiques, leur utilisation et leur partage. Cette boîte à outils fournit également des exemples tangibles de supports que les pays ont utilisés avec succès dans leurs propres actions de plaidoyer en faveur du partage et de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques.

1.5 À qui cette boîte à outils est-elle destinée?

La présente boîte à outils est utile à des fins de plaidoyer et de sensibilisation, à la fois en interne au sein des offices nationaux de statistique (ONS), pour convaincre le personnel et la direction à différents niveaux de l'organisation de l'importance des données administratives, et en externe, pour sensibiliser les détenteurs de données et les décideurs politiques qui font partie du système statistique national (SSN). Dans la pratique, les utilisateurs visés par cette boîte à outils sont le personnel technique et de gestion de première ligne des ONS, ainsi que les statisticiens des

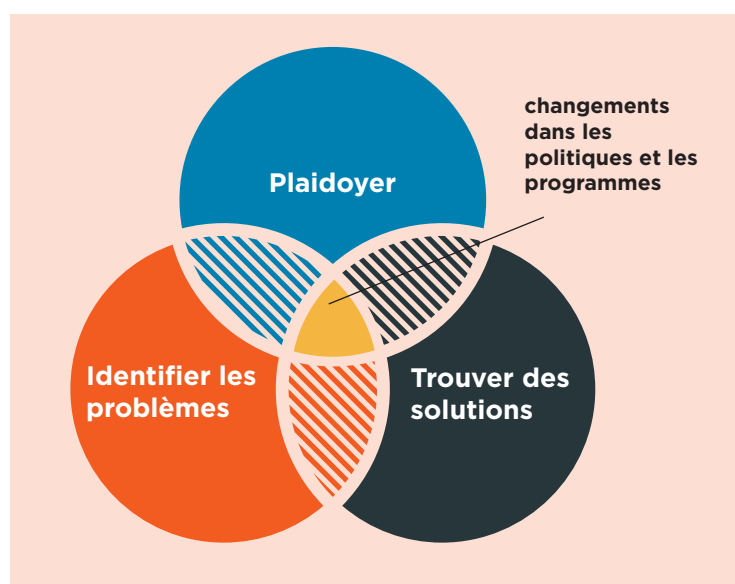


Figure 1 : Ce diagramme, tiré du Guide de formation au plaidoyer SARA/AED, illustre la place du plaidoyer dans le cadre plus large de l'initiation de changements dans les politiques et les programmes.²

² Sharma, R. An Introduction to Advocacy: Training Guide. Disponible à l'adresse: <https://www.ngoconnect.net/sites/default/files/resources/An%20Introduction%20to%20Advocacy%20-%20Training%20Guide.pdf>

ministères compétents. Elle peut également être utile aux parties prenantes non gouvernementales du secteur des données et des statistiques, notamment les organisations de la société civile (OSC) et les agences internationales de développement, pour étayer leur plaidoyer en faveur de l'utilisation des données administratives en complément des sources de données existantes, compte tenu du potentiel d'une meilleure prise en compte des groupes vulnérables, ainsi que des contraintes financières des sources traditionnelles.

1.6 Comment utiliser cette boîte à outils?

La présente boîte à outils propose un processus étape par étape pour plaider en faveur d'une utilisation et d'un partage accrus des données administratives à des fins statistiques, chaque étape étant destinée à s'appuyer sur la précédente. Elle est conçue pour vous aider à agir sur la base d'une perspective éclairée, afin que vous ayez un bon discernement de vos objectifs et de votre public avant de contacter les parties prenantes. L'objectif est de vous aider à vous sentir habilité·e et bien équipé·e pour promouvoir l'intérêt du partage des données administratives aux fins de la production de meilleures statistiques, ainsi que pour répondre aux besoins et aux préoccupations des détenteurs de données.

Un plaidoyer efficace doit s'appuyer sur des bases solides. Vous commencerez par définir votre objectif de plaidoyer, avant d'identifier les principales parties prenantes concernées par la réalisation de votre objectif et de comprendre leurs besoins et leurs préoccupations concernant le partage des données administratives. Par exemple, les détenteurs de données peuvent avoir des inquiétudes concernant la confidentialité des données et les cadres juridiques, ou par rapport aux exigences du projet en termes de temps et de ressources. Il est important d'identifier ces préoccupations en amont et d'élaborer un plan pour y répondre. Une fois que vous avez une idée claire des motivations de vos parties prenantes, il est temps de réfléchir à la manière dont vous allez les aborder en identifiant des points d'entrée stratégiques, en élaborant des messages convaincants et en planifiant vos activités de sensibilisation.

N'oubliez pas que le plaidoyer en faveur d'une utilisation accrue des données administratives peut prendre du temps et qu'il exige souplesse et prudence. Le processus commence souvent par l'établissement de relations solides et de confiance, ce qui peut prendre des mois, voire des années. La présente boîte à outils vous aidera à adopter une approche réfléchie. Vous ne serez peut-être pas en mesure de suivre scrupuleusement toutes les étapes, et ce n'est pas grave. Même si le temps et les ressources sont limités, vous pourrez toujours en retirer des outils, des exemples et des sources d'inspiration utiles.



2 Plaidoyer – les bases

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

2.1. Définition du plaidoyer

Le plaidoyer est le processus délibéré consistant à influencer les politiques, les pratiques et les prises de décisions au sein des institutions et parmi les principales parties prenantes. Il implique l'identification d'un public cible, puis des activités de sensibilisation, la recherche de soutiens et la mobilisation de ressources pour atteindre des objectifs de plaidoyer spécifiques.³

Dans le contexte de la promotion des données administratives à des fins statistiques, le plaidoyer vise à démontrer la valeur de ces données pour la production statistique, à lever les obstacles à leur utilisation et à encourager le soutien des hautes instances du gouvernement ainsi qu'une coopération entre les détenteurs de données et l'ONS, tant pour le partage des données que pour l'amélioration de leur qualité.

Les principaux éléments du plaidoyer sont les suivants:

- **Prise de conscience:** sensibiliser les parties prenantes à l'importance et au potentiel de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques.
- **Engagement:** établir des liens avec les parties prenantes afin d'identifier les barrières et les préoccupations actuelles, ainsi que les avantages et les opportunités (par ex. dans le cadre de conférences, d'échanges avec les médias, de réunions bilatérales aux niveaux technique et de la direction, de bulletins d'information et d'autres canaux).
- **Influence:** inciter les principales parties prenantes à faire en sorte que les politiques, les pratiques et les attitudes soutiennent l'intégration des données administratives dans la production statistique.
- **Durabilité:** assurer un engagement à long terme vis-à-vis du projet et intégrer au sein des institutions des pratiques favorisant l'utilisation des données administratives à des fins de production de statistiques officielles (dans l'idéal, en veillant également à une amélioration continue de la qualité des sources).

Un plaidoyer efficace repose non seulement sur une préparation et une analyse rigoureuses, mais aussi sur de très bonnes compétences relationnelles. Savoir cultiver des relations solides et collaboratives est essentiel à la réussite. Le moment choisi est également un facteur important, et saisir le bon moment peut grandement contribuer à votre cause, par exemple en présentant votre sujet à un moment où il fera écho aux priorités actuelles de votre public (plus d'informations à ce sujet au Chapitre 4: Identifier les points d'entrée stratégiques du plaidoyer). Cependant, ces opportunités ne peuvent être exploitées que si le travail préparatoire a été effectué, en s'assurant de savoir quels arguments présenter, quand et à qui. En résumé, même si la chance peut jouer un rôle, la préparation et d'excellentes compétences relationnelles sont essentielles à la réussite.

Outre une connaissance approfondie du public, ainsi que la patience et la persévérance, les efforts probants de plaidoyer des pays en faveur des données administratives ont également intégré les autres éléments présentés à la Figure 2, qui seront abordés plus en détail dans le présent guide.

Il est important de souligner qu'il n'existe pas de formule universelle pour accroître l'utilisation des données administratives aux fins de la production statistique. La présente boîte à outils vise à proposer une série d'exemples ayant fait leurs preuves dans des contextes nationaux et des domaines thématiques spécifiques. Ces exemples ont pour but de vous inspirer, en proposant des idées et des approches que vous pouvez adapter à vos besoins et à votre situation.

³ Sharma, R. An Introduction to Advocacy: Training Guide. Disponible à l'adresse: <https://www.ngoconnect.net/sites/default/files/resources/An%20Introduction%20to%20Advocacy%20-%20Training%20Guide.pdf>

⁴ Brown-McBride S. Systems Advocacy. Disponible à l'adresse: <https://resourcesharingproject.org/resources/systems-advocacy/>

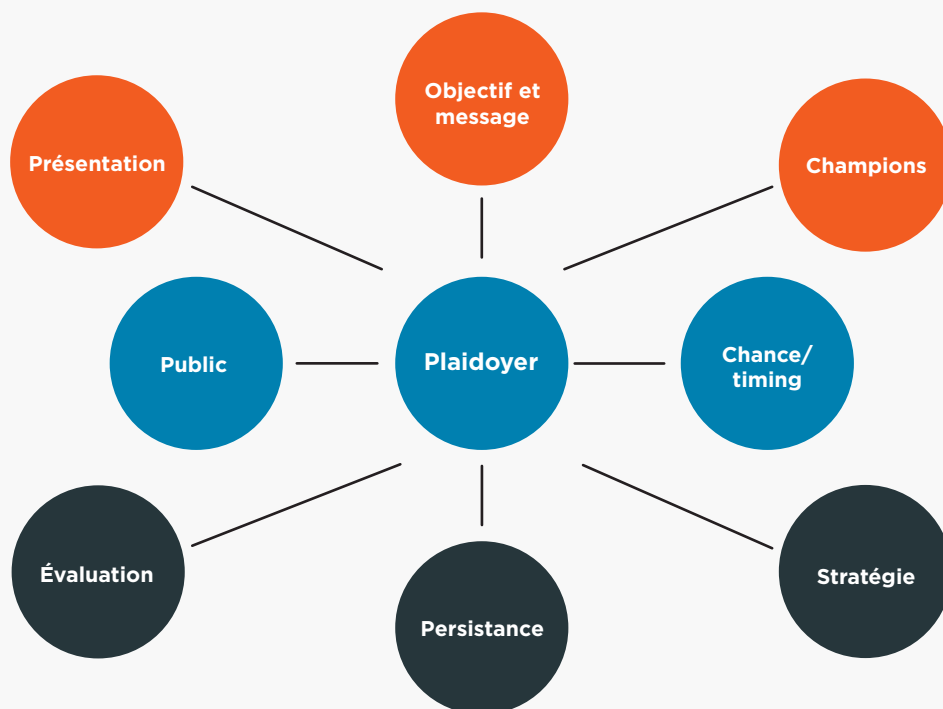


Figure 2 : Éléments de base du plaidoyer, adaptés du Guide de formation au plaidoyer SARA/AED

2.2 Identifier l'objectif de plaidoyer

La première étape de ce processus consiste à identifier les objectifs de votre plaidoyer. Quel changement souhaitez-vous obtenir? Un objectif clair et sa décomposition en plusieurs étapes plus petites ou intermédiaires permettront de cibler votre campagne et d'orienter tous vos efforts ultérieurs. Un objectif de plaidoyer vise à modifier les politiques, les programmes ou les positions des gouvernements ou des organisations. Votre objectif de plaidoyer désigne ce que vous souhaitez changer, qui instaurera le changement, dans quelle mesure et à quel moment. Un objectif est une étape progressive et réaliste vers un objectif plus large ou vers votre vision; ce n'est pas un objectif général.⁵

Pour promouvoir les données administratives, un objectif à long terme pourrait être le suivant: «Accroître le partage et l'utilisation des données administratives afin d'obtenir de meilleures statistiques et, par conséquent, d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes.» Les objectifs à moyen ou à court terme qui sont susceptibles d'y contribuer pourraient inclure l'accès à une source de données administratives spécifique en vue de produire un produit statistique spécifique.

S'il est important de ne pas oublier les objectifs à long terme, les objectifs intermédiaires ou à court terme sont utiles car, dans l'idéal, ils sont réalisables dans un délai limité. Des objectifs à court terme plus précis vous permettent

d'identifier un groupe restreint de parties prenantes avec lesquelles communiquer, plutôt que de vous concentrer sur l'ensemble du groupe concerné par la poursuite de l'objectif à long terme.

Vous pouvez envisager d'inclure des indicateurs de réussite mesurables pour chaque objectif afin d'effectuer un suivi plus précis des progrès réalisés par rapport à vos objectifs. Par exemple, en quoi l'objectif «améliorer l'accès aux données administratives» consiste-t-il concrètement? Un objectif intermédiaire pourrait être la signature d'un protocole d'accord entre les partenaires de données. Plus vos objectifs seront précis, plus il sera facile d'identifier les indicateurs de réussite.

Un objectif de plaidoyer vise à modifier les politiques, les programmes ou les positions des gouvernements ou des organisations. Votre objectif désigne ce que vous souhaitez changer, qui instaurera le changement, dans quelle mesure et à quel moment. Un objectif est une étape progressive et réaliste vers un objectif plus large ou vers votre vision.⁵

⁵ Sharma, R. An Introduction to Advocacy: Training Guide. Disponible à l'adresse: <https://www.ngoconnect.net/sites/default/files/resources/An%20Introduction%20to%20Advocacy%20-%20Training%20Guide.pdf>

NAMIBIE

Étude de cas: L'investissement de la Namibie dans l'établissement de relations avec les détenteurs de données

En Namibie, l'office national des statistiques (ONS) s'efforce d'accéder aux sources de données administratives des différentes institutions publiques. Pour atteindre cet objectif à long terme, une équipe de la direction des statistiques économiques de l'Agence nationale de la statistique (ANS) s'est efforcée d'accéder aux données sur l'élevage du ministère de l'Agriculture et de l'Office national de la viande. L'élevage représente une source importante de revenus et d'emplois en Namibie, et ces données sont donc essentielles pour améliorer les statistiques sur l'élevage. Dans le cadre de ces deux processus, un engagement de longue durée a été mis en place, tant au niveau technique qu'au niveau de la direction de l'ANS et de ces deux détenteurs de données. Les outils mentionnés dans la présente boîte à outils, notamment les réunions stratégiques et les événements de haut niveau, renforcent le soutien et l'adhésion des producteurs de données, tout en répondant à leurs besoins et préoccupations.

L'ANS a pris le temps de dialoguer avec les détenteurs de données afin de comprendre leurs intérêts et leurs préoccupations. Ce n'est que grâce à des recherches et à un dialogue menés dès le début du processus que l'ANS a compris que l'Office national de la viande pouvait constituer une source importante de données sur l'élevage. Après environ un an d'établissement de liens, un protocole d'accord a été signé entre l'ONS et le ministère de l'Agriculture, facilitant les premiers échanges de données. Une analyse des données a ensuite pu être effectuée afin d'améliorer les statistiques et de communiquer des informations au ministère, par exemple, sous forme d'un rapport décrivant la qualité des données et les axes d'amélioration potentiels.

CAMEROUN

Étude de cas: Comprendre les taux d'homicides au Cameroun

Au Cameroun, il a été difficile de trouver un chiffre unifié pour le nombre d'homicides dans le pays. L'Office national de statistique (ONS) a eu l'idée de remédier à cette situation grâce à la coopération et au partage de données entre la police nationale, la gendarmerie et l'ONS. Cela inclut également les ministères de la Justice et de l'Intérieur, car ces entités participent à l'élaboration des rapports et sont en charge des autorités mentionnées.

Pour y remédier, l'ONS a collaboré avec la Division de statistique des Nations Unies (DSNU) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à partir de 2021. Ces deux agences des Nations Unies ont animé des tables rondes avec les principales parties prenantes, notamment l'ONS, la police nationale, la gendarmerie et le ministère de la Justice, afin d'établir un dialogue et de combler les lacunes en matière de données. Dans le cadre d'une série d'ateliers et à un événement de haut niveau, organisés de décembre 2022 à juillet 2023, les participants se sont efforcés de comprendre les défis actuels et de rechercher des solutions. Cette tâche entrait également dans le cadre des exigences internationales du Cameroun en matière de rapports sur les ODD, en l'occurrence l'ODD 16.1.1.

Ces ateliers ont donné lieu à une évaluation technique exhaustive, qui a permis d'identifier la nécessité d'une coopération accrue. Mi-2024, la Police nationale et la Gendarmerie avaient partagé des données avec l'ONS pour l'évaluation de la qualité et le nettoyage des données. Les difficultés liées à une collecte d'informations principalement sur papier dans les régions ont retardé le processus, mais l'engagement continu des parties prenantes nationales a permis de maintenir la dynamique. En fin de compte, la combinaison de divers efforts de plaidoyer s'est avérée fructueuse.⁶

⁶ Lien pour en savoir plus: Addressing Homicide: How Cameroon is Closing the Data Gap – United Nations Statistics Division: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/stories-blog-details/how-cameroon-closing-data-gap>

3 Identifier et cartographier les acteurs clés et les parties prenantes et comprendre leurs motivations et leurs besoins

Pour préparer les actions de plaidoyer, il est essentiel de comprendre les acteurs clés, tant ceux qui sont en faveur du plaidoyer que ceux qu'il est nécessaire de convaincre. Identifiez ceux qui reconnaissent les avantages, les sceptiques qu'il faut convaincre et ceux qui détiennent les clés permettant d'assurer la réussite de vos efforts.

L'analyse approfondie des parties prenantes, décrite dans la présente section, est une étape cruciale. Dans ce cas, les parties prenantes peuvent inclure celles qui ne correspondent pas forcément à la définition traditionnelle des groupes concernés. C'est la raison pour laquelle la présente boîte à outils utilise l'expression «acteurs clés» pour englober les parties prenantes directes ainsi que celles qui sont ciblées par le plaidoyer, mais qui ne sont pas nécessairement parties prenantes au projet.

Dans les deux cas, il est important d'identifier et de comprendre les acteurs clés qui influencent l'utilisation des données administratives ou sont affectés par celle-ci. Vous serez ainsi en mesure d'adapter vos stratégies de plaidoyer à leurs intérêts, préoccupations et niveaux d'influence spécifiques.

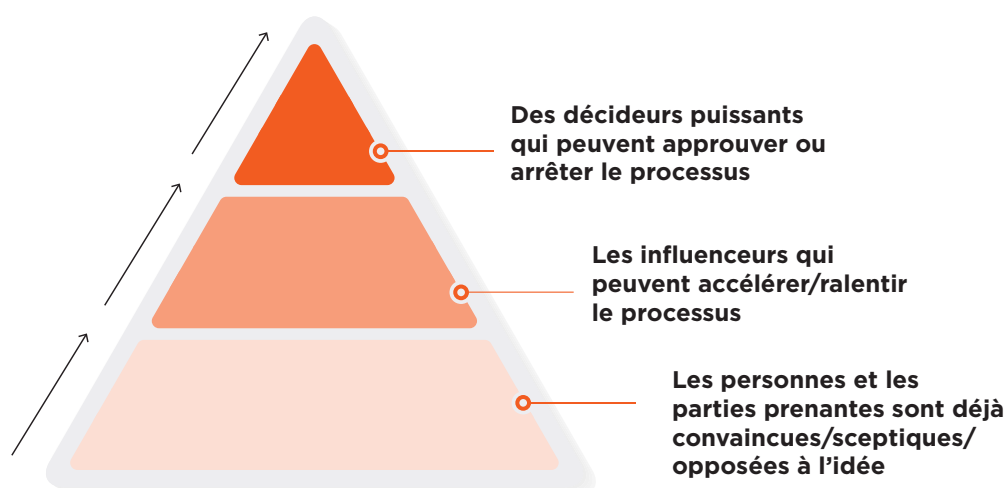


Figure 3: La hiérarchie des décideurs: d'une large base de soutien jusqu'au sommet difficile à atteindre.

Les acteurs clés des systèmes de données administratives varient selon les pays et le contexte, en fonction des structures et des relations existantes. Le travail de plaidoyer est étroitement lié à la mobilisation des utilisateurs par les producteurs de statistiques. De nombreux utilisateurs clés des statistiques officielles travaillent dans des ministères, des départements et des agences gouvernementales qui, souvent, collectent et conservent les données administratives. Il est essentiel de comprendre leurs besoins et leurs intérêts. Un plaidoyer réussi repose souvent sur l'établissement de relations personnelles, officialisées ultérieurement par des protocoles d'accord et des accords de partage de données.

Le service de communication ou de coordination de votre institution a peut-être déjà cartographié les principaux groupes d'intérêt. Les activités de mobilisation des utilisateurs peuvent également éclairer vos analyses et vos efforts de plaidoyer. L'expérience des pays montre que l'établissement de relations et le contact direct avec les groupes d'intérêt sont essentiels au succès. Des succès inattendus peuvent survenir, comme le fait de trouver un décideur politique ayant suivi une formation statistique ou universitaire et comprenant les avantages de l'utilisation des données administratives. Avec le temps, même les plus farouches opposants au partage de données peuvent devenir des alliés.

GHANA

Étude de cas: Encourager l'utilisation des données administratives au Ghana

Depuis 2017, le Service statistique du Ghana (GSS) déploie des efforts considérables pour sensibiliser les responsables politiques, les décideurs et les institutions gouvernementales et les encourager à accroître leur utilisation des données administratives. Le GSS a passé beaucoup de temps à tisser des liens avec les décideurs et les interlocuteurs des ministères compétents. L'instauration d'un climat de confiance et l'établissement de liens n'ont été ni simples ni rapides. Le GSS n'a constaté les premiers résultats positifs qu'au bout de trois années d'efforts constants. L'un des moyens de nouer des liens a consisté à inviter des partenaires des ministères à collaborer sur des projets, notamment lors de visites internationales. Ce travail a été mené parallèlement à la production de statistiques proprement dite.

La clé du succès du GSS a résidé dans sa capacité à agir au bon moment. La demande croissante de données dans le cadre des ODD a permis aux responsables politiques nationaux de mieux prendre la mesure de la nécessité de données plus nombreuses et de meilleure qualité. Le moment choisi était également crucial, avec le déploiement par le pays de la carte d'identité nationale pour tous ses citoyens.

Parmi les actions concrètes, citons des conférences qui ont réuni un grand nombre de parlementaires, des événements de haut niveau ayant bénéficié d'un soutien international, ainsi qu'une couverture médiatique des efforts couronnés de succès. Le GSS a également assuré une mise à profit stratégique de partenaires internationaux pour plaider en faveur de l'utilisation des données administratives et du partage d'informations via les réseaux sociaux. Ce travail s'est déroulé à de nombreux niveaux, depuis le niveau technique jusqu'à la haute direction.

Jusqu'à présent, ces efforts ont remporté un franc succès, permettant un soutien renforcé et une meilleure compréhension parmi les décideurs et les détenteurs de données quant à l'importance et aux avantages du partage et de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques. Voir une vidéo du GSS ici : [Le rôle et le profil du Service statistique du Ghana \(GSS\) pour éclairer la prise de décision au niveau national.](#)

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

3.1 Identifier les acteurs clés et les groupes d'intérêt

Cette section répertorie de manière systématique toutes les étapes de l'analyse des acteurs clés et des autres groupes d'intérêt. La charge de travail que vous consacrez à l'analyse dépend du temps et des ressources dont vous disposez, ainsi que des travaux déjà réalisés et exploitables. Voici un aperçu de toutes les étapes, expliquées plus en détail ci-dessous :

1. Identifier les principaux acteurs et groupes d'intérêt :

Cette première étape consiste à cartographier le terrain. Qui sont les différents acteurs – agences et/ou personnes – à prendre en compte dans vos efforts de plaidoyer ? Qui sont les groupes en faveur de l'idée et lesquels y sont opposés ? En dressant une liste ou en utilisant une carte mentale (voir Figure 4), vous pouvez recenser les parties prenantes et indiquer dans quelle mesure elles sont concernées ou impliquées dans l'obtention du résultat souhaité :

- Les **principaux acteurs et parties prenantes** sont directement concernés par le changement recherché ou y contribuent. Il peut s'agir : des offices nationaux de statistique (ONS), des détenteurs de données, des agences gouvernementales et des décideurs politiques.

Exemple : si vous souhaitez accéder au registre du ministère de l'Éducation sur les inscriptions dans les écoles, vos principales parties prenantes seront les collaborateurs de l'ONS qui travaillent sur les statistiques de l'éducation. Il s'agit notamment de la direction et du personnel technique chargés de la collecte et du traitement de ces données au sein du ministère, ainsi que, potentiellement, du ministre et du gouvernement au pouvoir,

qui pourraient se focaliser spécifiquement sur une hausse des inscriptions dans les écoles dans le cadre de leurs plans d'éducation.

- Les **acteurs et parties prenantes** secondaires peuvent ne pas être directement concernés par les changements que vous souhaitez, mais ils peuvent toutefois y détenir un intérêt. Il s'agit notamment des organisations internationales, des donateurs, des organisations de la société civile, du monde universitaire et des médias.

Exemple : une organisation internationale est chargée de collecter des données sur les taux d'inscriptions dans les écoles de tous les pays et n'a jusqu'à présent pas pu obtenir de données auprès de votre pays. Il existe également deux donateurs majeurs axés sur les projets d'enseignement primaire et secondaire. Ils réclament depuis des années des données plus précises et plus récentes afin de planifier leurs portefeuilles de financement de manière plus efficace.

- Les acteurs et parties prenantes tertiaires incluent des groupes plus larges susceptibles d'être indirectement affectés, tels que le grand public ou les organisations du secteur privé.

Exemple : les acteurs tertiaires peuvent comprendre des parents souhaitant accéder à des informations sur l'état d'avancement de la promesse du gouvernement d'augmenter les taux d'inscriptions dans les écoles, ou bien des entreprises du secteur privé fabriquant et vendant des fournitures scolaires et des uniformes.

Pour finir, vous devez également identifier parmi vos parties prenantes celles qui sont sceptiques ou opposées à l'utilisation de données administratives à des fins statistiques, et celles qui soutiendront votre cause.

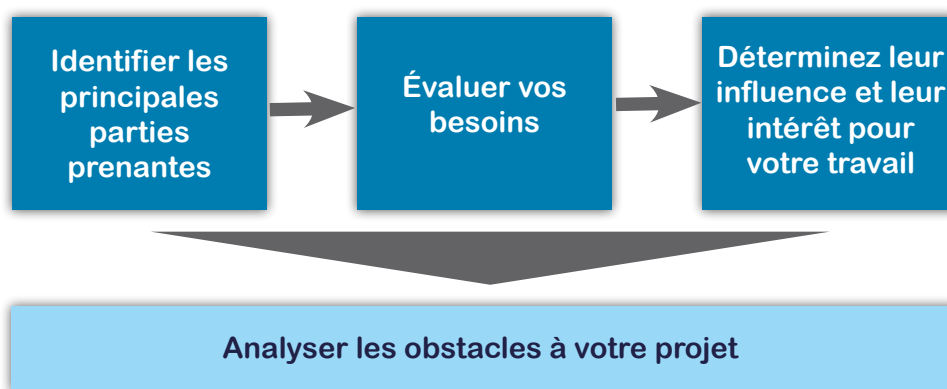


Figure 4: Étapes de la cartographie et de l'analyse des principales parties prenantes

EXEMPLE

Comprendre les groupes de parties prenantes potentiels dans le plaidoyer en faveur des données administratives

Comparativement à d'autres types de plaidoyer, les groupes de parties prenantes, quel que soit le contexte, peuvent être similaires dans le plaidoyer en faveur des données administratives. Cependant, leur degré de priorité (principale, secondaire ou inférieure) dépendra de vos objectifs de plaidoyer spécifiques. Le plaidoyer en faveur des données administratives peut également inclure des acteurs extérieurs au système gouvernemental. Par exemple, lorsque les besoins de l'ONS et du secteur privé coïncident, une entreprise intéressée par un produit statistique particulier pourrait-elle s'avérer être un allié utile pour accéder aux données nécessaires à sa production?

Voici comment une ONS, membre du Collaboratif sur les données administratives (CDA), a classé ses parties prenantes dans le cadre de son plaidoyer en faveur des données administratives:

Les **parties prenantes principales** comprennent les détenteurs de données participant directement à la collecte des données, à leur gestion ou aux décisions politiques, tels que les agences gouvernementales, les organismes de réglementation, les entités du secteur parapublic et les institutions chargées de la collecte de données administratives. Elles peuvent également inclure: les utilisateurs de données, ou ceux qui influencent l'utilisation des données et le plaidoyer, mais ne sont pas directement chargés de la gestion des données, tels que les ONS, les décideurs politiques, les chercheurs, les organisations de développement et les OSC; les organismes de réglementation, les législateurs et les institutions juridiques qui supervisent la gouvernance, la confidentialité et la sécurité des données; ainsi que les bailleurs de fonds et les partenaires au développement, y compris les agences internationales.

Les **parties prenantes secondaires** peuvent être classées en tant qu'organes médiatiques et groupes de défense de l'intérêt public qui peuvent contribuer à amplifier [vos] efforts de plaidoyer; les institutions universitaires et de recherche qui analysent et crédibilisent souvent l'élaboration de politiques fondées sur les données; et les fournisseurs de technologies et d'infrastructures, tels que les organisations qui gèrent les plateformes de données numériques, les systèmes informatiques et les solutions d'interopérabilité.

Les **parties prenantes tertiaires** sont indirectement connectées, mais elles s'intéressent à l'utilisation des données administratives et aux résultats du plaidoyer. Elles comprennent : (1) Le secteur privé et les associations industrielles qui ont besoin de données gouvernementales pour leurs activités de veille et les prévisions économiques. Ces parties prenantes peuvent fournir une expertise technique ou des infrastructures pour faciliter le partage des données. Elles sont motivées par leur intérêt à obtenir des informations commerciales, à respecter des réglementations ou à identifier de nouveaux partenariats. (2) Les associations professionnelles et les sociétés de statistiques qui servent de source de savoir et de renforcement des capacités aux statisticiens, aux scientifiques des données et aux décideurs politiques. Elles peuvent fournir des ressources et contribuer à la promotion de la normalisation des données et des meilleures pratiques. (3) Les syndicats et les organisations syndicales qui utilisent les données pour la défense des droits du travail, les négociations salariales et les statistiques sur l'emploi sont également intéressés par l'obtention de données précises relatives au marché du travail. Et (4) les organisations à but non lucratif et les organisations philanthropiques qui soutiennent des initiatives visant à améliorer l'accès aux données dans le cadre des programmes de développement, notamment ceux visant à réduire la pauvreté.

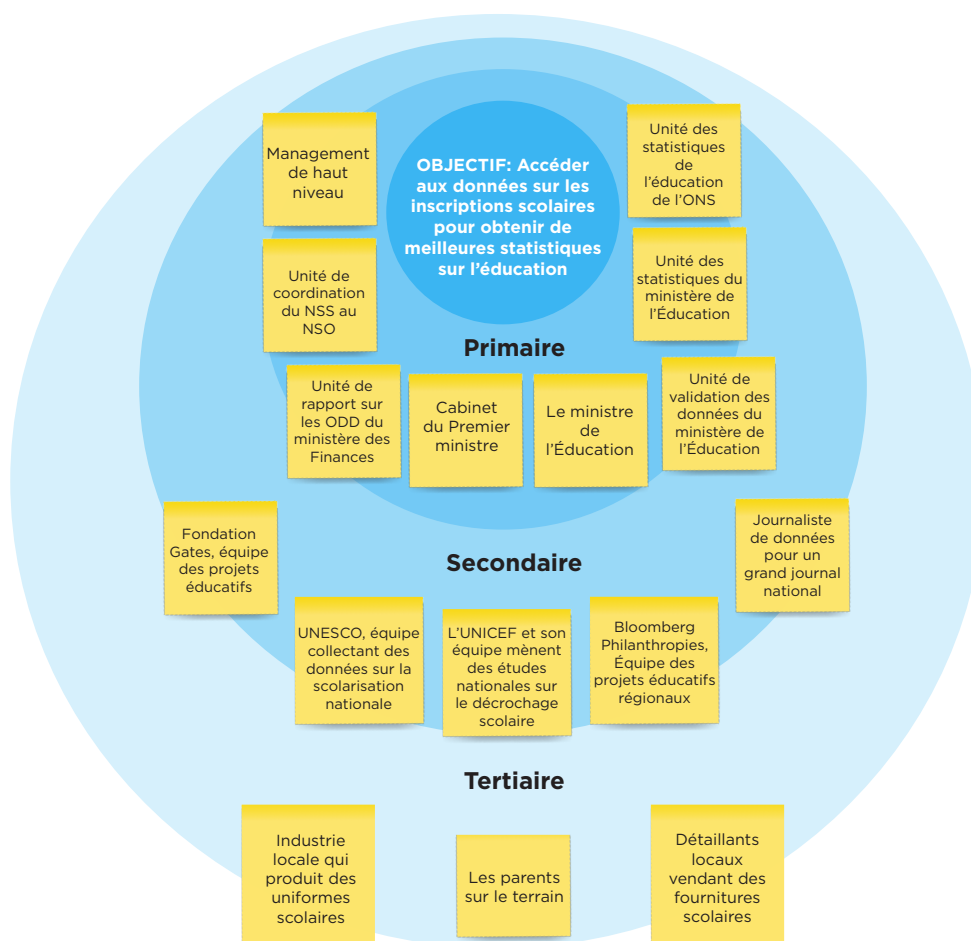


Figure 5: Les cartes des parties prenantes peuvent montrer dans quelle mesure les personnes sont impactées ou impliquées dans l'obtention du résultat souhaité.

2. Évaluer les intérêts des parties prenantes/groupes:

Après avoir établi un aperçu de tous les groupes pertinents pour votre objectif de plaidoyer, cette deuxième étape vise à mieux les connaître. Pour chaque partie prenante, personne ou groupe, cherchez à comprendre ses intérêts et préoccupations spécifiques. Sont-ils favorables, neutres ou opposés à l'idée, et quelles sont leurs raisons? Cherchez à identifier les conflits ou synergies potentiels entre les buts des parties prenantes et les objectifs de votre campagne de plaidoyer. Pour mieux comprendre vos principaux acteurs et parties prenantes, posez les questions suivantes à chaque groupe afin d'en savoir plus sur leurs intérêts et leurs préoccupations:

- Que savent-ils et que comprennent-ils déjà des données administratives (et des statistiques en général)?
- Quelle est leur position sur le partage et l'utilisation des données administratives?
- Quelles sont leurs préoccupations concernant le partage et l'utilisation des données administratives?
- Quels sont, de leur avis, les avantages ou les inconvénients du partage et de l'utilisation des données administratives (analyse des intérêts)?
- Quels sont leurs principaux buts et objectifs et comment le partage des données administratives peut-il les rapprocher de ces buts et objectifs?
- Parmi les groupes, lequel pourrait former des alliances?

⁷ Tiré de <https://www.hfgproject.org/wp-content/uploads/2015/02/Policy-Toolkit-for-Strengthening-Health-Sector-Reform-September-2000.pdf> (hfgproject.org)

Les deux images suivantes sont des exemples illustrant la manière dont vous pouvez organiser les informations sur chacune de vos parties prenantes en vue d’une analyse plus approfondie.

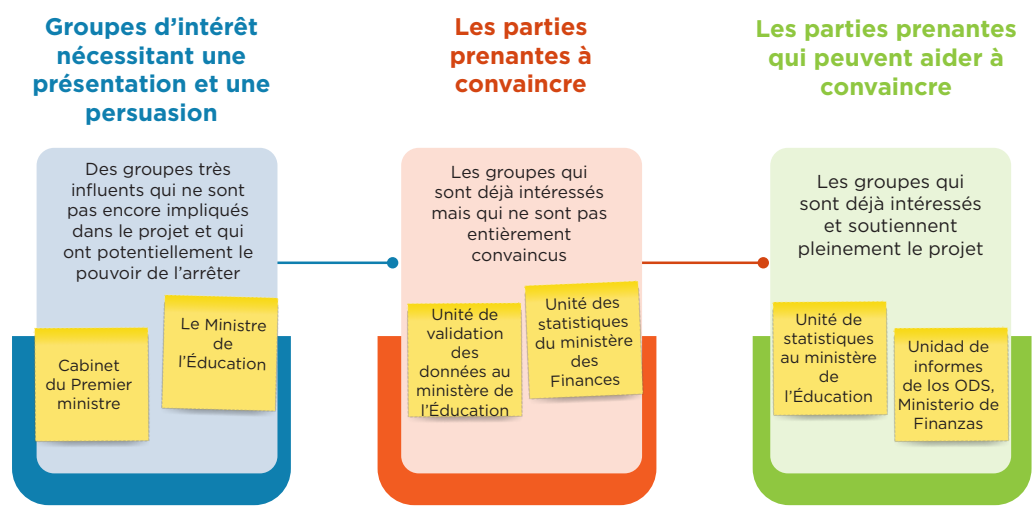


Figure 6: Exemple d'analyse des parties prenantes en fonction du niveau de soutien à leurs objectifs de plaidoyer

Tableau 1: Un deuxième exemple de la manière dont vous pourriez organiser les informations sur vos parties prenantes

Parties prenantes importantes identifiées:	Leur point de vue sur:	Intérêt/ influence
	- Les données administratives - Les avantages potentiels de ces données - Les principaux problèmes/inconvénients	
Au sein du ministère de l'Éducation: Ministre de l'Éducation	- Connaissances limitées - Très intéressé par des informations plus rapides sur les inscriptions et les performances - Préoccupé par l'exactitude et l'exhaustivité des données	Moyen/élevée
Responsable des statistiques de l'éducation	- Souhaite vivement en savoir plus sur le sujet et examiner les différentes options en raison de la pression pour fournir plus d'informations plus rapidement - Préoccupé par la qualité des données et la coopération du personnel local et régional	Élevé/moyenne
Personnel technique des deux unités	- Connaît la quantité d'informations disponibles et est enthousiaste quant aux possibilités - Préoccupé par le soutien de la haute direction et la mise en place d'accords appropriés lui permettant de partager les informations	Élevé/faible

Parties prenantes importantes identifiées:	Leur point de vue sur:	Intérêt/influence
	• Les données administratives • Les avantages potentiels de ces données • Les principaux problèmes/inconvénients	
Au sein du cabinet du Premier ministre: • Premier ministre	• A entendu parler des données administratives dans le cadre des rapports sur les ODD et des opérations de recensement et est très intéressé par l'examen des différentes options • Est préoccupé par la rapidité avec laquelle cela peut être réalisé pour que le pays devienne un chef de file dans la région	• Élevé/élevée
• Secrétaire principal du Premier ministre	• A entendu parler des avantages, mais aussi du temps requis pour mettre en place ces systèmes et des exigences techniques • Préoccupé par les coûts et les ressources nécessaires à la formation du personnel de toutes les institutions concernées	• Moyen/élevée
Au sein du ministère des Finances: • Ministre des Finances	• Connaissances limitées, les principales préoccupations concernent les coûts supplémentaires • Préoccupé par le partage de données qui pourrait compromettre la confidentialité des entreprises et des particuliers	• Faible/élevée
• Responsable de l'unité statistique du ministère des Finances	• Est au courant, mais a des préoccupations liées aux cadres juridiques contradictoires • A conscience des avantages liés à des statistiques plus nombreuses et récentes • Les préoccupations principales concernent la confidentialité et la qualité des données	• Élevé/faible (moyenne)
• Expert en statistiques du ministère des Finances	• Conscient de certains avantages • A des connaissances supplémentaires sur la manière d'atténuer les problèmes de qualité et d'obtenir des analyses auprès de l'ONS	• Élevé/faible
Au sein du ministère de la Planification et du Développement: • Secrétaire principal du ministère de la Planification et du Développement	• Souhaite obtenir des informations plus détaillées sur la population et sur les progrès vers les ODD; estime que les statistiques sont souvent obsolètes et manquent de précision • Intéressé d'en savoir plus sur le potentiel de l'utilisation des données administratives à cette fin • Préoccupé par la confidentialité et la sécurité informatique, ainsi que par le risque d'utilisation abusive lié au regroupement de nombreuses informations sensibles en un même endroit	• Moyen/moyenne

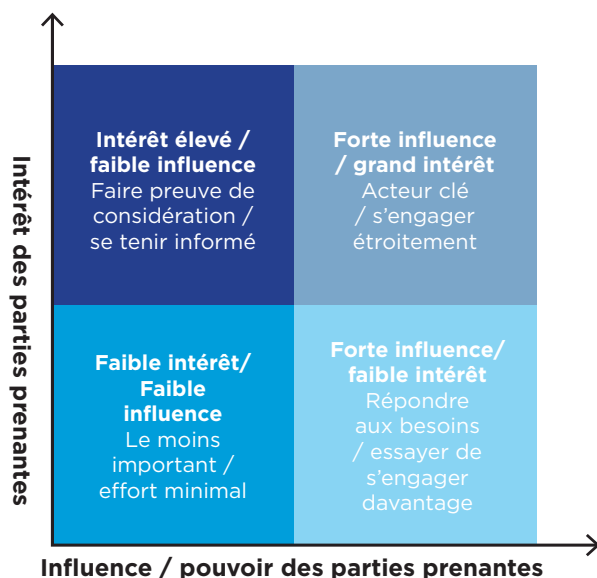


Figure 7: Modèle pouvoir/intérêt

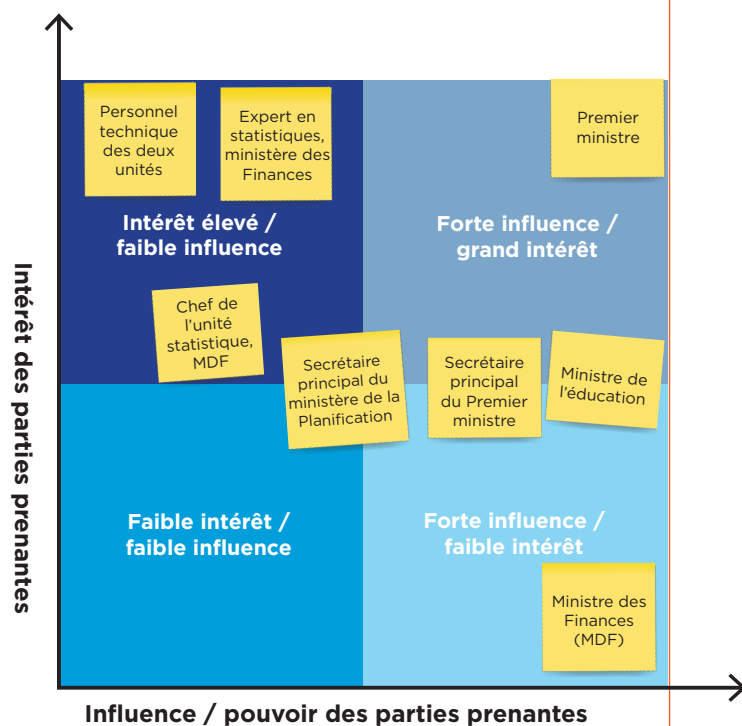
3. Déterminer l'intérêt des principaux acteurs et parties prenantes pour votre travail et leur niveau d'influence:

Une fois que vous savez à qui vous avez affaire et quels sont les intérêts et préoccupations de ces acteurs, vous êtes prêt·e à évaluer leur niveau d'influence et de soutien potentiel en faveur de votre campagne. Une façon de catégoriser les différentes parties prenantes consiste à utiliser un modèle Pouvoir/Intérêt. L'évaluation du degré d'intérêt et d'influence des parties prenantes pour votre cause permet de comprendre qui peut potentiellement vous soutenir ou vous entraver dans la réalisation de votre objectif.

Dans la grille ci-dessous (voir Figure 7), l'axe horizontal représente l'influence ou le pouvoir des parties prenantes, tandis que l'axe vertical indique le niveau d'intérêt pour l'objectif de votre campagne de plaidoyer. Les personnes dotées d'un pouvoir et d'un intérêt élevés pourraient s'avérer de précieux alliés. Par exemple, un ministre de la Planification souhaitant véritablement accroître l'utilisation des données administratives aux fins d'une prise de décision plus précise et plus opportune serait une partie prenante à «pouvoir élevé, intérêt élevé» susceptible de soutenir votre campagne. Ce groupe peut également être utile pour convaincre les parties prenantes dont le pouvoir est élevé, mais détenant un intérêt faible. Le ministre de la Planification pourrait, par exemple, vous soutenir dans le cadre de projets pilotes visant à démontrer concrètement les avantages des données administratives. Il convient d'approcher avec précaution les personnes à «pouvoir élevé et intérêt faible» relativement à votre cause afin de s'assurer qu'elles n'entravent pas votre projet et de lever tout obstacle à leur soutien.

Cette approche peut vous aider à identifier les parties prenantes qui ont le pouvoir de soutenir vos objectifs ou de les entraver. Ce processus est particulièrement utile lorsque les ressources pour effectuer votre travail sont limitées et que des décisions doivent être prises pour hiérarchiser les capacités, comme c'est souvent le cas. Grâce à ce modèle, vous pouvez évaluer le niveau d'influence et de pouvoir de chaque acteur dans les processus décisionnels liés aux objectifs des données administratives et des statistiques. Vous pouvez ensuite concevoir votre travail de plaidoyer en vous appuyant sur les enseignements tirés de ce modèle.

Si le groupe dans le coin supérieur droit constitue un allié précieux et justifie un engagement rapproché, le groupe dans le coin inférieur droit ne doit pas pour autant être négligé, comme mentionné dans l'introduction de la présente section. Susciter l'intérêt d'un ou deux acteurs et parties prenantes clés à influence élevée pourrait suffire à faire pencher la balance en votre faveur. Il est important de souligner que l'utilisation du temps et des ressources pour les groupes situés dans les coins supérieur et inférieur droit de la matrice n'est pas l'unique solution pour assurer la réussite de votre campagne. Il peut s'avérer très efficace de mener à bien des projets pilotes avec des parties prenantes peu influentes, mais très intéressées par votre travail. Un projet pilote réussi prouve la faisabilité et les avantages de votre projet: une preuve de concept.



Exemple complété à partir des informations de la figure 6 de la section 3.1

⁸ HFG Project (2000) Policy Toolkit for Strengthening Health Sector Reform. Disponible à l'adresse: <https://www.hfgproject.org/wp-content/uploads/2015/02/Policy-Toolkit-for-Strengthening-Health-Sector-Reform-September-2000.pdf> (hfgproject.org)

3.2 Analyse des obstacles

Avant d'identifier les points d'entrée stratégiques et d'élaborer des messages de plaidoyer, il est essentiel d'effectuer une analyse des obstacles pour chaque groupe d'intérêt. En comprenant clairement qui ils sont, leurs intérêts et leurs préoccupations, vous pourrez mieux comprendre les raisons de leurs actions ou de leur inaction (par ex., réticence à partager des données administratives ou à dialoguer avec l'ONS). Cette analyse vous permettra d'identifier les facteurs sous-jacents qui influencent leur comportement et d'orienter l'élaboration de stratégies efficaces.

Pourquoi n'adhèrent-ils pas au partage et à l'utilisation des données administratives? Que faut-il mettre en place pour lever les obstacles ou les faire changer d'avis? Comment vos messages et votre travail auprès

- Pourquoi n'adhèrent-ils pas au partage et à l'utilisation des données administratives?
- Que faut-il mettre en place pour lever les obstacles?
- Comment vos messages auprès des personnes influentes peuvent-ils contribuer à les faire changer d'avis?

des personnes influentes peuvent-ils contribuer à les faire changer d'avis? Par exemple, si le détenteur des données craint que ce processus ne révèle l'existence de faiblesses et d'erreurs dans son système de données, votre message de plaidoyer devra inclure des points précis en vue de lui expliquer les raisons pour lesquelles cela ne posera pas de problème.

S'il existe un manque de sensibilisation aux avantages du partage des données administratives et à son potentiel d'amélioration de la qualité des données, votre message de plaidoyer devra y remédier.

L'étendue de l'analyse (par exemple, si vous allez mener des entretiens ou des groupes de discussion et, le cas échéant, avec combien de personnes) dépendra des ressources (personnel, temps, budget) dont vous disposez. Divers exemples et ressources pour une analyse complète des obstacles, ainsi que des modèles Excel, sont disponibles gratuitement en ligne (voir des exemples dans la section Références).⁹

⁹Davis, T. (2010) Barrier Analysis Facilitator's Guide: A Tool for Improving Behavior Change Communication in Child Survival and Community Development Programs, Washington D.C.: Food for the Hungry, Core Group. Disponible à l'adresse: https://coregroup.org/wp-content/uploads/media-backup/Tools/Barrier_Analysis_2010.pdf

A photograph of two women sitting at a white desk in a modern office. The woman on the left is younger, with dark hair, wearing a white polka-dot shirt and smiling. The woman on the right is older, with short grey hair, wearing a light blue button-down shirt and smiling. They are both looking towards the right. There are two laptops on the desk, one in front of each woman. The background is a large window with a view of a city skyline. An orange semi-circular graphic overlay is on the right side of the image, containing white text.

Pour préparer
les actions de
plaidoyer, il est
essentiel de
comprendre les
acteurs clés, tant
ceux qui sont en
faveur du plaidoyer
que ceux qu'il
est nécessaire de
convaincre

4 Identifier les points d'entrée stratégiques pour le plaidoyer

L'étape suivante consiste à identifier les points d'entrée stratégiques, c'est-à-dire un moment, un événement ou une circonstance propice permettant de solliciter efficacement les parties prenantes. Dans le cadre du plaidoyer en faveur d'une utilisation et d'un partage accrus des données administratives, un point d'entrée stratégique peut se présenter lorsque les parties prenantes sont particulièrement réceptives à la collaboration ou au changement; par exemple, lors d'examen de politiques, de l'introduction de nouveaux cadres de partage de données ou de débats publics sur l'amélioration de la prise de décision fondée sur des données probantes. Ces moments offrent l'occasion d'aligner les efforts de plaidoyer sur les intérêts, les priorités ou les défis urgents des parties prenantes, facilitant ainsi la mobilisation d'un soutien, la prise en compte des préoccupations et l'instauration d'un dialogue constructif. L'identification et l'exploitation de ces points d'entrée vous permettent de maximiser l'impact de vos efforts.

Pour identifier les points d'entrée stratégiques en faveur du plaidoyer, appuyez-vous sur votre compréhension des parties prenantes, de leurs besoins, de leurs méthodes de sollicitation, de leurs obligations et de leurs préoccupations ou obstacles potentiels. Informez-vous par ailleurs des priorités politiques nationales et internationales d'actualité.

4.1. Points d'entrée nationaux

1. Plans et stratégies au niveau national

Lorsqu'on examine les exemples de plaidoyer réussi en faveur d'un meilleur accès aux données administratives, ceux-ci s'inscrivent souvent dans l'élaboration de stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS), notamment les réformes de lois et les plans nationaux de développement.

Le processus de formulation des stratégies nationales peut révéler des insuffisances en matière d'établissement de rapports, ainsi que la

nécessité de données plus précises, ponctuelles et désagrégées pour le suivi et l'évaluation des stratégies. Dans ce contexte, l'utilisation accrue des données administratives peut être présentée comme une mesure possible pour améliorer la disponibilité des données.

Par exemple, l'élaboration d'une SNDS peut faire ressortir un certain nombre de domaines nécessitant des données, ainsi que de nouvelles sources potentielles de données lors des discussions avec tous les membres du SSN. Cette prise de conscience des insuffisances de rapportage et des sources potentielles inexplorées est l'occasion idéale de plaider en faveur de l'utilisation des données administratives.

2. Sujets d'importance politique nationale majeure

Les sujets du moment présentant une importance au niveau politique peuvent également constituer un point de départ efficace pour vos efforts de plaidoyer. Si la migration constitue l'un de ces sujets, la probabilité de vous faire entendre lorsque vous évoquerez le potentiel d'amélioration des données migratoires sera plus grande que si vos messages portent sur un autre domaine, comme les données agricoles ou éducatives. En effet, lorsqu'il s'agit de plaider en faveur d'une utilisation accrue des données administratives sur la migration, les membres du CDA ont indiqué que ce message n'était entendu qu'une fois que ce sujet revêtait une importance politique.

En faisant le choix stratégique de souligner l'intérêt du partage et de l'utilisation des données administratives sur des sujets d'intérêt politique majeur, il est possible de rallier un soutien potentiel plus rapidement. Si la migration ou le chômage sont des sujets d'intérêt majeur, il sera utile de rattacher vos messages de plaidoyer à ces questions, par exemple en soulignant l'utilité des données administratives pour obtenir des informations plus précises et plus récentes sur la migration ou le marché du travail si les institutions publiques participent de concert au partage de ces données.

3. Événements d'importance nationale

Il peut également être utile d'aligner votre plaidoyer sur des événements d'importance nationale, tels que le recensement. Plusieurs ONS ont reçu des demandes/ordres de leurs gouvernements respectifs leur intimant d'utiliser des données administratives lors de leurs prochains recensements afin d'économiser de l'argent et d'obtenir un aperçu plus fiable de la population. Cet intérêt du gouvernement peut être mis à profit dans les négociations avec les détenteurs de données réticents à partager des données ou à modifier leurs processus. Si des ministres de haut rang demandent l'utilisation de données administratives, cela peut contribuer

grandement à rallier le soutien des détenteurs de données.

4. Exigences nationales en matière de rapportage

Le partage de données administratives peut également permettre aux différents ministères de respecter les exigences nationales en matière de rapports, ainsi que les cadres d'indicateurs définis par le gouvernement. Lors des échanges avec les différents services gouvernementaux, il pourrait être utile de mettre cet avantage en avant. Par exemple, si le gouvernement vise à doubler le PIB maritime dans un délai donné, le ministère concerné devra avoir accès à des chiffres précis

VIETNAM

Recuadro 4: Mejora de la calidad estadística mediante un enfoque múltiple en Vietnam

La Oficina General de Estadística (OGE) de Vietnam ha dado pasos importantes en la mejora de la accesibilidad de los datos y la calidad estadística abogando por un mayor acceso a los datos administrativos. En la actualidad, la OGE ha firmado 13 memorandos de entendimiento con ministerios, universidades y empresas, y tiene otros cuatro en curso. Pero al principio, la OSG tuvo dificultades para obtener conjuntos de datos detallados. Sólo recibía informes agregados, lo que limitaba su capacidad para realizar controles de calidad y análisis socioeconómicos en profundidad.

Para abordar este problema, la OSG puso en marcha una estrategia polifacética. Involucró a las principales partes interesadas, incluidos los ministerios y los organismos productores de datos, para reforzar la cooperación mediante acuerdos de intercambio de datos. Además, la OGE llevó a cabo iniciativas de capacitación, como talleres y programas de formación para mejorar las normas estadísticas y las mejores prácticas. También se realizaron esfuerzos para armonizar la recogida y el procesamiento de datos a través del Modelo de Proceso Estadístico General (GSBPM) e integrar soluciones informáticas en la producción estadística. Además, la OGE colaboró estrechamente con los responsables políticos para establecer marcos jurídicos que apoyen el intercambio sistemático y seguro de datos.

Estos esfuerzos han dado importantes resultados. Gracias a la mejora de la colaboración con organismos como Hacienda y Aduanas, la OSG recibe ahora datos administrativos mensualmente, lo que permite elaborar estadísticas económicas a tiempo. El uso de datos administrativos ha mejorado la pertinencia y la eficacia de los informes estadísticos, reduciendo al mismo tiempo los costes. Además, la promoción de la GSO ha contribuido al desarrollo de un ecosistema nacional de intercambio de datos, en consonancia con las iniciativas de gobierno electrónico de Vietnam y garantizando un acceso sostenible e interinstitucional a los datos. Las lecciones clave de esta iniciativa destacan la importancia de fomentar la confianza entre las partes interesadas, abordar las barreras técnicas y jurídicas y garantizar una formación adecuada para los proveedores de datos.

La continuación de los esfuerzos para reforzar la cooperación, mejorar la capacidad tecnológica y aprender de las mejores prácticas internacionales será crucial para el éxito a largo plazo del sistema estadístico integrado de Vietnam. Al mejorar el acceso a datos de alta calidad, la OSG no solo ha mejorado la calidad de sus estadísticas, sino que también ha reforzado la formulación de políticas basadas en datos, apoyando en última instancia el desarrollo nacional y el progreso hacia los ODS.

sur le PIB maritime. Ces chiffres ne peuvent être compilés qu'à partir de données provenant d'un grand nombre de détenteurs de données.

4.2. Ambitions et obligations internationales des pays

Le plaidoyer en faveur de l'utilisation des données administratives aux fins de la production statistique doit s'appuyer sur une excellente compréhension du paysage politique, non seulement au niveau national, mais également aux niveaux régional et mondial. Cela nécessite en outre d'analyser les politiques, réglementations et cadres internationaux pertinents qui ont un impact sur la collecte, le partage et l'utilisation des données. De même que pour le contexte national, la connaissance des exigences internationales en matière de suivi et d'établissement de rapports, et plus particulièrement des obligations hautement prioritaires, peut faciliter la recherche de points d'entrée pertinents pour le plaidoyer. La connaissance de ces éléments et de leur importance relative pour les décideurs augmentera la probabilité qu'ils entendent les messages de plaidoyer.

L'Agenda 2030 est un excellent point d'entrée, car il constitue une priorité élevée pour la plupart des gouvernements et s'accompagne d'obligations en termes d'établissement de rapports. Outre l'Agenda 2030, il pourrait également exister des obligations thématiques pertinentes liées à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, aux traités relatifs aux droits humains, au handicap, etc., qu'il est possible d'exploiter. L'utilisation de données administratives peut contribuer à fournir des informations désagrégées sur des sous-groupes de la population auprès desquels il est peut-être difficile ou coûteux de s'engager par le biais d'enquêtes.

Le pays peut également être membre d'un organisme régional imposant à ses membres certaines obligations en termes de soumission de rapports. Certaines de ces exigences peuvent potentiellement être satisfaites à l'aide des sources de données administratives. Le pays peut avoir ratifié des cadres internationaux sur les droits humains, le handicap et d'autres domaines comportant des obligations de rapports. Dans ce cas de figure, les données administratives peuvent fournir le niveau de précision nécessaire pour élaborer les rapports, notamment si les budgets d'enquête ont diminué.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Étude de cas: Façonner la résilience aux catastrophes grâce en République dominicaine

L'Office national des statistiques de la République dominicaine (ONE) et la Division de statistique des Nations Unies (DSNU) ont collaboré pour combler les lacunes en matière de données environnementales dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe. Ce processus est crucial pour les petits pays insulaires, où les tempêtes, les ouragans et les sécheresses ont des impacts importants.

Pour ce faire, l'ONE a examiné différentes sources de données administratives. Les données les plus exploitables à court terme provenaient du Centre des opérations d'urgence et du Bureau de la protection civile. À plus long terme, son objectif est d'harmoniser et de relier les différentes sources de données sur les catastrophes environnementales, ce qui pourrait ultérieurement changer la donne pour les politiques gouvernementales sur l'adaptation au changement climatique. À l'appui de ce processus global, un séminaire de haut niveau et un atelier ont été organisés pour promouvoir la collaboration entre les institutions gouvernementales. Plus de 45 participants issus de 30 institutions gouvernementales y ont participé, abordant des sujets tels que les cadres juridiques, la qualité des données, et la sécurité informatique. Cet atelier a débouché sur plusieurs promesses de collaboration future. Cette initiative a permis la réalisation de progrès significatifs, notamment l'évaluation de trois sources clés de données administratives relatives aux phénomènes naturels et au respect des normes environnementales par le secteur privé. Des statistiques sur les événements extrêmes ont été publiées en 2023-2024, à partir de données provenant de différentes sources.¹⁰

¹⁰ Shaping data-driven disaster risk resilience in the Dominican Republic - United Nations Statistics Division: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/stories-blog-details/shaping-data-driven-disaster-risk-resilience-dominican-republic>

¹¹ En savoir plus: Au-delà des recensements traditionnels: l'approche collaborative du Chili en matière de données administratives: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/data-for-now/story-details/chile-collaborative-approach-to-administrative-data>

A group of people, including a man in the foreground and several women behind him, are looking down at documents and charts. The man is wearing a dark suit and tie. The women are also dressed professionally. They appear to be in a meeting or a collaborative work environment. The background is slightly blurred, focusing attention on the people and the documents they are working on.

CHILI

Étude de cas: Plaidoyer au Chili pour rallier les agences en faveur d'un registre statistique de la population

Le Chili a entamé son processus de création d'un registre statistique de la population fin 2021. À l'époque, l'Institut national de la statistique du Chili (INE) disposait d'une seule source de données administratives, à savoir l'organisme de sécurité sociale.

La première étape a consisté en une cartographie précise afin d'obtenir un aperçu de toutes les institutions et données du secteur public susceptibles d'être utiles dans le cadre du registre de la population. Ensuite, le Bureau de l'état civil et la Caisse nationale de santé ont été identifiés comme les principaux détenteurs de données, 80 % de la population étant inscrite à la Caisse nationale de santé, sur une population d'environ 20 millions de personnes selon les projections démographiques.

Puis, l'INE a commencé à organiser des rencontres individuelles. Ces rencontres se déroulaient au niveau technique, afin de sensibiliser à la nécessité des données, et également au niveau de la direction, où les décisions sont prises.

Après un an de dialogue et la préparation d'un premier projet d'accord de coopération et de partage de données, l'INE a poursuivi le dialogue tout en commençant parallèlement la planification d'un grand événement de haut niveau conjointement avec la Division de statistique des Nations Unies (DSNU), laquelle suivait l'avancement des travaux depuis le début.

Cet événement a eu lieu en octobre 2022, avec la participation des détenteurs de données nationaux concernés, d'experts des ONS d'autres pays et du chef de l'Unité des statistiques démographiques de la Division de statistique des Nations Unies. Son objectif était de lancer officiellement le projet de registre de la population et de sensibiliser à ses avantages.

Des réunions bilatérales se sont également déroulées dans le cadre de cet événement. Interrogée sur la meilleure façon de soutenir l'INE, la DSNU a répondu que la signature de l'accord de coopération était l'étape la plus urgente. Lors de la réunion avec l'INE, l'Autorité de l'état civil et la DSNU, cette dernière a souligné l'urgence et l'importance de la signature de cet accord. Deux jours plus tard, l'Autorité de l'état civil signait l'accord de coopération avec l'INE.

La présence de ce partenaire de coopération essentiel a également contribué à convaincre la Caisse nationale de santé de signer l'accord et de participer au projet.

Dans le cas chilien, c'est le concours de divers éléments, à savoir des réunions techniques, le soutien de la direction, de la patience, de la persévérance et l'établissement d'un climat de confiance avec les homologues, ainsi que le soutien des alliés internationaux et le choix opportun du moment, qui a contribué à la réussite de ce projet.¹¹

5 Élaborer des messages clés

5.1 Éléments clés des messages de plaidoyer

Pour élaborer des messages de plaidoyer efficaces, les enseignements que vous avez tirés des sections précédentes de cette boîte à outils sont essentiels. Maintenant que vous avez une idée précise de vos principales parties prenantes, de leurs obstacles et de leurs besoins, ainsi que des enjeux politiques et mondiaux qu'ils jugent les plus importants, vous pouvez commencer à élaborer des messages de plaidoyer pertinents. En plus d'exploiter ce que vous savez de vos parties prenantes pour orienter vos communications, voici quelques éléments clés à prendre en compte lors de l'élaboration de messages de plaidoyer:

Des messages efficaces occupent une place centrale dans vos efforts de plaidoyer. Ils doivent être clairs, convaincants et adaptés à votre public cible. Après avoir mis en œuvre les sections précédentes de cette boîte à outils, vous devriez désormais être en mesure d'élaborer des messages convaincants. L'objectif est de communiquer les avantages du partage et de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques, d'une manière qui fasse écho aux intérêts et aux préoccupations spécifiques de vos parties prenantes.

Clarté et simplicité

- Assurez-vous que vos messages sont faciles à comprendre, en évitant d'employer un jargon technique.
 - » Testez le message auprès d'un-e ami-e ou d'un-e membre de votre famille. Si elle ou il ne comprend pas l'idée que vous souhaitez communiquer, il vous faut encore le travailler.
- Utilisez un langage concis qui exprime clairement vos points principaux.

Pertinence

- » Adaptez vos messages aux préoccupations et priorités spécifiques des différentes parties prenantes. Par exemple, vous pouvez mettre l'accent sur les économies de coûts pour les agences gouvernementales, ou sur l'amélioration de la qualité et de l'actualité des données pour les décideurs politiques.

Arguments fondés sur des éléments factuels

- Étayez vos messages de données, d'études de cas et d'exemples démontrant les avantages concrets de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques et les bénéfices du partage pour toutes les parties.

Appel à l'action

- Définissez clairement les actions que vous attendez de votre public suite à votre plaidoyer. Qu'il s'agisse de signer des protocoles d'accord et des accords de partage de données, de mener une évaluation conjointe de la qualité d'une source de données ou d'initier un processus de révision d'un cadre juridique des statistiques, expliquez bien les prochaines étapes.

Attrait émotionnel

- Le cas échéant, intégrez des éléments qui font appel aux émotions ou évoquent la dimension humaine pour renforcer l'impact de vos messages.

- » À l'aide d'un exemple concret, mettez en évidence la manière dont de meilleures données peuvent améliorer les services publics et les résultats sociaux pour un groupe/une personne spécifique.

5.2 Exemples de messages de plaidoyer

Bien entendu, les messages de plaidoyer doivent également être adaptés à votre contexte national et à vos principaux publics. Pour vous aider à visualiser la forme que pourraient prendre ces messages, voici quelques exemples concernant différents publics/groupes en général, suivis d'exemples plus spécifiques de personnes/fonctions.

Pour les décideurs politiques:	"L'utilisation des données administratives donne lieu à la production de statistiques précises et récentes, ce qui permet d'éclairer les décisions politiques et d'améliorer les services publics tout en économisant les ressources." "L'utilisation des données administratives est cruciale au niveau international et importante dans le cadre de l'adhésion à l'OCDE."
Pour les agences gouvernementales:	"L'intégration des données administratives dans les statistiques réduit les coûts et améliore l'efficacité, vous permettant ainsi d'optimiser les ressources existantes." "L'utilisation des données administratives améliore la qualité des données et fournit des informations précises pour la prise de décision."
Pour les organisations internationales:	"L'intégration des données administratives dans les statistiques nationales s'inscrit dans le cadre des engagements mondiaux en faveur d'une prise de décision fondée sur les données et du suivi des ODD."
Pour les médias:	"De meilleures données permettent de prendre de meilleures décisions. L'utilisation des données administratives sur les soins de santé, l'éducation et les services sociaux, provenant d'institutions telles que les hôpitaux et les écoles, permet de gagner du temps et de réduire les coûts."

Exemples spécifiques:

Pour le ministre de l'Éducation:	"Le partage des données administratives fournit des informations ponctuelles sur les inscriptions dans les écoles à l'échelle nationale, ventilées par région, par genre et selon d'autres variables."
Pour le responsable de l'unité des statistiques du ministère des Finances:	"Une coopération à long terme avec l'ONS améliore la qualité des données et la prise de décision, permettant une affectation plus efficace des ressources."
Pour le responsable de l'unité de suivi de la Commission nationale de planification:	"Les données administratives sur inscriptions dans les écoles sont utiles pour les statistiques nationales de l'éducation et produisent des indicateurs ponctuels pour le suivi des ODD."
Pour un parlementaire dont le principal domaine d'intérêt est le taux d'inscriptions dans les écoles	"Le partage d'informations entre agences garantit des données fiables et récentes sur inscriptions dans les écoles, ainsi qu'une utilisation responsable des ressources, et minimise les doubles emplois."

PALESTINE

Étude de cas: Renforcer les partenariats pour améliorer l'accès aux données administratives en Palestine

Le Bureau central palestinien des statistiques s'est efforcé de surmonter d'importants défis interdépendants liés à l'accès et à l'utilisation des données administratives des institutions gouvernementales. Ces défis comprenaient une qualité de données inégale, un manque de normalisation, des limitations technologiques et des préoccupations en matière de confidentialité et de respect de la vie privée. Le manque de sensibilisation des parties prenantes aux avantages du partage de données, conjugué à l'insuffisance des capacités et des ressources au sein des institutions partenaires, ainsi qu'à l'instabilité politique, a conduit à reléguer au second plan les initiatives liées au partage de données et à l'intégration statistique.

Pour remédier à ces problèmes, le Bureau central palestinien des statistiques a adopté une stratégie en plusieurs volets. Il a mobilisé les principales parties prenantes – ministères, organisations internationales et instituts de recherche – afin d'encourager une collaboration par le biais d'accords formels. Le bureau a mis en place des cadres normalisés pour la collecte, le traitement et l'intégration des données, conformes aux normes statistiques internationales. Des initiatives de renforcement des capacités, y compris sous forme d'ateliers et de séances de formation, ont été menées pour améliorer l'expertise technique des détenteurs de données et leur faire prendre conscience des avantages que présentent les données administratives. Le bureau a en outre tiré parti de la technologie, utilisant les plateformes Internet pour évaluer les dossiers administratifs et rationaliser les processus de partage de données.

Ces efforts ont conduit à des améliorations significatives. Grâce à des accords formalisés et à un plaidoyer juridique, le Bureau central palestinien des statistiques a obtenu un accès plus cohérent aux données administratives, réduisant les doubles emplois et améliorant l'efficacité. Les efforts de normalisation ont accru la qualité des données, les rendant plus fiables pour l'élaboration des politiques. Le renforcement de la collaboration avec les parties prenantes a favorisé l'instauration d'un climat de confiance et amélioré les mécanismes de partage des données. Par ailleurs, les données administratives ont été utilisées avec succès pour générer des rapports sur des secteurs clés tels que la santé et l'éducation, soutenant ainsi les Objectifs de développement durable (ODD) et la prise de décision éclairée.

Malgré ces avancées, des défis subsistent. La réticence des institutions à céder leurs données, les ressources limitées pour l'infrastructure informatique, le taux élevé de rotation du personnel dans les organisations partenaires et l'instabilité politique continuent d'entraver les progrès. L'expérience du Bureau central palestinien des statistiques permet toutefois de tirer des enseignements clés : des éléments factuels sur les avantages mutuels pour les parties prenantes, des investissements dans le leadership et le renforcement des capacités, la modernisation dans l'infrastructure technologique et la mise en œuvre de mécanismes de suivi pour garantir la qualité des données peuvent permettre la réalisation de progrès supplémentaires concernant l'accès aux données administratives à des fins statistiques.

Grâce à ces efforts, le Bureau central palestinien des statistiques a jeté les bases d'un système statistique plus intégré et plus durable en Palestine. En favorisant les partenariats institutionnels et en tirant parti de la technologie, il a renforcé le rôle des données administratives dans l'élaboration des politiques, contribuant en fin de compte à une gouvernance plus efficace et au développement national.



L'objectif est de
communiquer
les avantages
du partage et
de l'utilisation
des données
administratives à
des fins statistiques

6 Comment présenter les données administratives, en abordant les avantages et les préoccupations

Dans le chapitre précédent, vous avez appris pourquoi il était important de vous focaliser sur votre public lors de l'élaboration de vos messages de plaidoyer. De même, pour convaincre les détenteurs de données de l'intérêt du partage et de l'utilisation des données administratives, il est judicieux d'aborder la question de leur point de vue. Au lieu d'expliquer l'utilité de ces données pour vous, essayez de combiner l'ensemble des connaissances acquises au cours des étapes précédentes. Cherchez à répondre à leurs préoccupations et mettez en avant les avantages qu'ils tireront de ces données.

La section suivante présente certains avantages de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques, ainsi que les préoccupations courantes et les solutions pour y répondre.

6.1 Avantages du partage et de l'utilisation des données administratives

L'utilisation des données administratives à des fins statistiques présente des avantages considérables, non seulement pour les producteurs de statistiques, mais aussi pour les détenteurs de données, tels que les agences gouvernementales.

Une fois tous les éléments en place, le partage des données administratives peut contribuer à réduire le double emploi dans la collecte de données entre les organisations et les services. Plutôt que de mener des processus distincts, les fichiers existants peuvent être exploités pour générer des statistiques précises, récentes et rentables. Cela réduit la charge administrative et optimise l'utilisation des ressources au sein des agences gouvernementales. De plus, en contribuant aux statistiques officielles, les détenteurs de données améliorent la visibilité et l'impact de leurs données, garantissant ainsi leur utilisation au service de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Voici quelques-uns des principaux avantages du partage de données administratives:

Le partage de données administratives favorise la coopération et renforce la confiance entre les agences, ce qui conduit à une approche plus coordonnée de la gouvernance des données et à un système statistique national plus solide et plus efficace. En fin de compte, ce type de partenariat profite à toutes les parties prenantes en améliorant la qualité et la pertinence des statistiques, tout en garantissant une utilisation optimale des données gouvernementales.

Ponctualité: les données administratives peuvent fournir des informations pertinentes et récentes pour éclairer les politiques et les pratiques dans des contextes en constante évolution, dans des domaines tels que la santé, par exemple en cas d'épidémie ou de pandémie, ou la criminalité, en offrant un aperçu des infractions telles que la violence basée sur le genre, lorsque les données d'enquêtes ou d'autres formes traditionnelles de données ne sont pas immédiatement disponibles.

Réduction des coûts et de la charge administrative: en partageant les données administratives existantes, les détenteurs de données peuvent minimiser la nécessité de collectes de données distinctes entre les services, économisant ainsi du temps, des coûts et des ressources.

Meilleure utilisation des données: les données administratives contribuent aux statistiques officielles qui soutiennent l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, augmentant ainsi la visibilité et la valeur des données collectées par l'agence.

Collaboration renforcée: le partage des données avec les producteurs de statistiques renforce la collaboration et la coordination interinstitutionnelles, favorisant une approche plus efficace et plus intégrée de la gouvernance des données.

Amélioration de la qualité des données: la collaboration avec les producteurs de statistiques peut contribuer à améliorer la qualité des données sources, grâce à des outils d'analyse statistique qui fournissent des informations détaillées sur les problèmes de qualité. L'utilisation accrue des données permet de renforcer l'identification des problèmes potentiels et la qualité s'améliore considérablement au fil du temps.

Renforcement des politiques et de la prise de décision: en tant que type de données complémentaire, les données administratives donnent des informations et des perspectives issues d'un plus vaste ensemble de sources, facilitant des politiques et des prises de décision plus éclairées. Les détenteurs de données contribuent à la production de statistiques officielles d'excellente qualité, qui éclairent l'élaboration des politiques et renforcent la redevabilité gouvernementale.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10



Des messages
efficaces
occupent une
place centrale
dans vos efforts
de plaidoyer

NORVÈGE

Étude de cas: Les institutions norvégiennes développent conjointement un système électronique de statistiques nationales sur l'emploi

Depuis 1983, Statistics Norway produit des statistiques sur l'emploi à partir des registres. Jusqu'en fin 2014, ces statistiques reposaient sur différents registres publics, le plus important étant le Registre des employeurs et des employés (Registre ee), produit par l'Organisation norvégienne du travail et de la protection sociale (NAV). Depuis 2015, une nouvelle solution de déclaration conjointe, appelée a-ordningen, collecte les déclarations des employeurs et les achemine vers le Registre ee, de même que certains rapports destinés à l'administration fiscale et à Statistics Norway.

Ce nouveau système a permis de réduire considérablement les délais de production. Il fournit des données de meilleure qualité que celles du Registre ee, car il est plus précis au niveau individuel et couvre un plus grand nombre de détails sur l'emploi. Il fournit en outre des statistiques plus fréquentes sur les salariés et fournira des chiffres très détaillés sur l'évolution du marché du travail. Ces chiffres concernent notamment le nombre d'employés au niveau municipal, par âge et par secteur d'activité. Ce système peut également fournir des statistiques sur la situation de différents groupes et régions sur le marché du travail norvégien.

Avant la solution conjointe ayant abouti à l'a-ordningen, une attention particulière avait été portée à la simplification et à la coordination des informations que toutes les entreprises norvégiennes devaient fournir à différentes autorités. Un calendrier serré et complet de réunions a été établi à différents niveaux au sein des trois organisations: l'Organisation norvégienne du travail et de la protection sociale (NAV), Statistics Norway et l'Administration fiscale norvégienne. L'un des principaux défis consistait à coordonner l'ensemble des fournisseurs de systèmes de paie et de gestion du personnel (environ 35 à l'époque) et de s'assurer qu'ils seraient en mesure de fournir les informations requises sur la même plateforme. L'obtention de l'adhésion de ces 35 fournisseurs dès le début du processus s'est avérée un avantage considérable.

Grâce aux nombreuses réunions entre les détenteurs de registres concernés, il est apparu clairement à toutes les parties prenantes que cette collaboration avait beaucoup à offrir et que non seulement elle bénéficierait à toutes les entreprises privées et publiques, en allégeant considérablement leur charge de travail, mais qu'elle permettrait également d'obtenir des données beaucoup plus nombreuses et de bien meilleure qualité, tant pour les entreprises déclarantes que pour les autorités qui les utilisent à des fins administratives, ainsi que d'améliorer la production de statistiques officielles. L'enseignement le plus important qui a été tiré de ce vaste processus, qui s'est déroulé sur plusieurs années, a été le fait que toutes les parties prenantes ont bénéficié de cette coordination des flux de données.

6.2 Préoccupations potentielles concernant le partage et l'utilisation des données administratives, et solutions pour y répondre

Les détenteurs de données administratives peuvent avoir des inquiétudes compréhensibles quant au partage de leurs données avec les offices nationaux de statistique (ONS), souvent en raison de problèmes concernant la confidentialité des données, les contraintes juridiques, la qualité des données, l'utilisation abusive éventuelle de leurs informations et la charge de travail supplémentaire que cela peut engendrer.

Pour répondre à ces préoccupations, il faut une communication transparente, des cadres juridiques solides et des approches collaboratives qui instaurent la confiance. Vous trouverez ci-dessous une liste de préoccupations courantes et des solutions possibles pour y répondre:

Confidentialité des données: le détenteur des données peut être préoccupé par le fait que les données sont confidentielles et qu'elles ne peuvent donc pas être partagées. La perte de la confiance des entités et des personnes dont il détient les données est une préoccupation courante et légitime. Les détenteurs de données peuvent également avoir des questions et des inquiétudes quant à l'utilisation qui sera faite de ces données.

Atténuation: le fait de pouvoir accéder aux données de particuliers et d'entreprises implique une lourde responsabilité. La mise à niveau des systèmes et des procédures peut constituer une condition préalable à cet accès, tout comme le déploiement d'efforts pour devenir un défenseur national de la protection des données et des processus garantissant la confidentialité et la sécurité des données. Il est important d'utiliser des systèmes informatiques sécurisés et des techniques d'anonymisation pour protéger les informations sensibles. Une fois ces mesures mises en place, veillez à informer le détenteur des données, les entreprises et le public des mesures que vous prenez pour protéger leurs données et apaiser leurs préoccupations. Il est également important de communiquer clairement la manière dont les données seront utilisées, ainsi que les avantages que présente leur intégration pour l'élaboration des politiques et le bien public.

Dispositions légales: les détenteurs de données disposent souvent d'un cadre juridique interdisant ou limitant le partage de données et peuvent s'inquiéter des conséquences potentielles de ce partage. Ils peuvent également s'inquiéter de l'impact des lois relatives à la protection des données à caractère personnel sur le partage de données.

Atténuation: il est essentiel d'examiner attentivement le cadre juridique des statistiques, afin de s'assurer qu'il autorise l'accès aux données administratives et, dans l'idéal, qu'il encourage également les autres institutions à les partager. Si ce cadre n'est pas à jour, une procédure de révision ou de renouvellement est recommandée. L'exemple du Kirghizistan ci-dessous illustre la manière dont cela peut être mis en œuvre de manière efficace. Il est également utile de connaître les autres cadres juridiques susceptibles de contredire le cadre régissant les statistiques. Qu'il existe ou non un cadre juridique autorisant le partage, il est toujours judicieux d'établir des accords clairs avec le détenteur des données, définissant les protocoles de partage des données, les délais, les rôles et les responsabilités.

Charge de travail supplémentaire: les détenteurs de données peuvent craindre que le partage de données ne leur crée une charge de travail supplémentaire importante, en particulier s'ils manquent déjà de temps et de ressources.

Atténuation: simplifiez le processus de partage des données et, particulièrement au début de la coopération, acceptez les informations disponibles et adaptez vos attentes afin de simplifier le processus au maximum pour le détenteur des données. De plus, la fourniture d'un soutien technique, de modèles prédéfinis et de systèmes automatisés pour réduire la charge de travail supplémentaire des détenteurs de données peut être très appréciée et contribuer à obtenir leur accord pour la collaboration.

Qualité des données: les détenteurs de données peuvent s'inquiéter de la qualité de leurs données. Ils peuvent craindre par exemple qu'elles présentent des lacunes ou ne répondent pas aux exigences de qualité attendues, et donc être gênés à l'idée qu'une autre institution vérifie les données et constate des erreurs.

Atténuation: il peut être utile de souligner les nombreux avantages qu'il y a à disposer de données de meilleure qualité, de même que le fait que l'identification de tout problème lié aux données permettra en fin de compte d'améliorer le travail de tout le monde. Vous pouvez également faire valoir que les problèmes liés aux données sont fréquents et que le partage et la coopération constituent un excellent moyen d'améliorer, ensemble, la qualité des données au fil du temps. Vous pouvez expliquer les avantages sur le long terme à coopérer pour harmoniser les normes de collecte et de traitement des données, en garantissant que chacun pourra retirer des avantages de ce partage des ensembles de données.

Partage à sens unique: les détenteurs de données peuvent être réticents à partager leurs données sans rien recevoir en retour. Par exemple, le détenteur de données peut se sentir frustré s'il a demandé des données en échange au producteur de statistiques, puis qu'il se voit refuser cette demande.

Atténuation: expliquez clairement dès le départ ce qu'il est possible de faire et ce qui ne l'est pas, et annoncez d'emblée qu'en tant que producteur de statistiques, il n'est pas possible de partager des données désagrégées provenant d'autres institutions. Vous pouvez également leur proposer d'autres avantages : il peut s'agir de rapports sur la qualité des données qu'ils ont partagées, d'une assistance en matière d'analyse statistique ou d'autres ressources utiles au détenteur des données.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

7 Stratégies et outils de sensibilisation

Les activités présentées dans cette section visent à inspirer des actions de plaidoyer concrètes pour encourager le partage et l'utilisation des données administratives. S'appuyant sur les discussions précédentes, elles sont conçues pour mobiliser les parties prenantes, les sensibiliser et, à terme, influencer les changements politiques en encourageant l'utilisation des données administratives à des fins statistiques.

Cette sélection de stratégies et d'outils s'appuie sur l'expérience de pays ayant réussi à accéder aux données administratives et à les utiliser à des fins statistiques. Cette liste n'est pas exhaustive et d'autres activités peuvent s'avérer utiles dans votre contexte spécifique.



1. Réunions de plaidoyer de haut niveau

- **Description:** organiser des réunions avec des décideurs politiques de haut niveau, tels que des ministres, des responsables gouvernementaux et des responsables d'organismes statistiques, afin de plaider en faveur du partage des données administratives et de leur intégration dans le système statistique.
- **Objectif:** obtenir un engagement politique et des ressources pour permettre un partage accru des données administratives et une plus grande coopération au sujet de l'amélioration de la qualité.
- **Exemple d'activité:** réunion avec le ministre des Finances pour discuter de la rentabilité des données administratives et de leur potentiel en matière d'amélioration des statistiques économiques et sociales.



2. Ateliers de mobilisation des parties prenantes (groupes/comités de travail techniques)

- **Description:** organiser des ateliers réunissant des parties prenantes clés, telles que des agences gouvernementales, des décideurs politiques, des statisticiens, et des organisations de la société civile. Ces ateliers doivent se concentrer sur les avantages de l'utilisation des données administratives.
- **Objectif:** établir un consensus, partager les connaissances sur les avantages et identifier les rôles et les responsabilités pour faire progresser l'utilisation des données administratives.
- **Exemple d'activité:** atelier d'une demi-journée au cours duquel les parties prenantes discuteront d'études de cas d'utilisation réussie des données administratives et collaboreront à l'élaboration d'une feuille de route pour l'intégration des données dans les statistiques nationales.



3. Recours stratégique à des experts internationaux

- **Description:** contacter des experts internationaux sur le sujet qui vous intéresse et sollicitez-les pour soutenir votre cause, par exemple en prenant la parole lors d'un événement de haut niveau ou d'un atelier de mobilisation des parties prenantes.
- **Objectif:** donner de l'inspiration et une direction par le biais de l'expérience d'un expert international reconnu et mettre en avant les meilleures pratiques internationales afin d'encourager leur adoption au niveau national.
- **Exemple d'activité:** si vous travaillez à l'élaboration d'un registre de la population à partir de données administratives, organisez un atelier auquel participeront toutes les principales institutions concernées et invitez des experts internationaux pour présenter l'importance et les avantages.



4. Projets pilotes

- **Description:** mettre en œuvre des projets pilotes démontrant l'intérêt de l'utilisation des données administratives dans des secteurs spécifiques (par ex. la santé, l'éducation, l'agriculture). Ces projets peuvent servir de preuve de concept pour démontrer les avantages du partage des données administratives à des fins statistiques.
- **Objectif:** présenter des exemples d'intégration réussie de données administratives et produire des éléments factuels pour appuyer vos efforts de plaidoyer.
- **Exemple d'activité:** projet pilote dans le cadre duquel le ministère de la Santé et l'ONS coopèrent pour le partage et l'utilisation de données administratives sur les causes de décès, afin de produire des statistiques plus précises et plus récentes.



5. Programmes de renforcement des capacités

- **Description:** organiser des séances de formation et des ateliers de renforcement des capacités pour les statisticiens, les gestionnaires de données et les responsables gouvernementaux sur l'utilisation des données administratives à des fins statistiques.
- **Objectif:** renforcer les capacités techniques nécessaires à la compréhension et à l'amélioration des systèmes de données administratives et s'assurer que les parties prenantes comprennent leur rôle dans le cycle de vie des données.
- **Exemple d'activité:** une série d'ateliers couvrant des sujets tels que l'analyse des cadres juridiques, l'assurance qualité des données, les accords de coopération et de partage de données.



6. Notes d'orientation et fiches d'information

- **Description:** élaborer des notes d'orientation et des fiches d'information concises et visuellement attrayantes mettant en avant les avantages de l'utilisation des données administratives, notamment les économies de coûts, l'amélioration de la qualité des données, ainsi que la réduction de la charge de travail.
- **Objectif:** fournir aux décideurs des arguments clairs et fondés sur des éléments probants en faveur de l'utilisation des données à des fins statistiques.
- **Exemple d'outil:** note d'orientation résumant le potentiel de l'utilisation des données administratives pour améliorer la production statistique nationale, y compris des exemples de mise en œuvre réussie dans d'autres pays.



7. Plaidoyer législatif et réformes juridiques

- **Description:** plaidoyer en faveur de réformes juridiques facilitant l'utilisation des données administratives. Il peut s'agir d'examiner et de mettre à jour les lois existantes conformément aux meilleures pratiques internationales, de proposer de nouvelles lois ou de plaider en faveur de protocoles d'accord incluant des accords spécifiques de partage de données.
- **Objectif:** instaurer un environnement juridique favorable à l'utilisation des données à des fins statistiques.
- **Exemples d'outils:** un événement de haut niveau avec une participation internationale, expliquant la nécessité d'une mise à jour du cadre juridique des statistiques. Ou un livre blanc décrivant les réformes juridiques nécessaires pour permettre le partage de données entre les agences gouvernementales.



8. Accords de partage de données et protocoles d'accord (PA)

- **Description:** élaborer et promouvoir l'utilisation d'accords et de PA formels de partage de données entre les agences gouvernementales afin de garantir un échange fluide et continu de données administratives.
- **Objectif:** établir des protocoles et des responsabilités clairs pour le partage des données, afin de garantir une collaboration continue entre les agences malgré les changements de personnel.
- **Exemple d'outil:** modèle d'accord de partage de données décrivant la sécurité des données, les considérations relatives à la confidentialité et les rôles des parties concernées, ainsi que les détails techniques tels que les variables, la fréquence, les métadonnées et le mode de transfert des données.



9. Exemples de réussite et études de cas

- **Description:** collecter et diffuser des exemples de réussite et des études de cas mettant en évidence l'impact positif de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques. Ces exemples peuvent être partagés sous forme de rapports, de vidéos ou de présentations.
- **Objectif:** fournir des exemples concrets qui inspirent et motivent les parties prenantes à soutenir l'utilisation des données administratives.
- **Exemple d'outil:** un livret/ recueil d'études de cas provenant de différentes organisations et/ou pays, illustrant la manière dont les données administratives ont amélioré les statistiques et fourni une meilleure base à l'élaboration des politiques.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10



10. Mobilisation des médias

- **Description:** travailler avec les médias pour les sensibiliser aux avantages des données administratives. Il peut notamment s'agir de rédiger des tribunes, de tenir des conférences de presse ou d'organiser des campagnes médiatiques.
- **Objectif:** toucher un public plus large et veiller à ce que l'importance des données administratives soit largement comprise. En plus de constituer une plateforme incontournable de diffusion de votre message, en établissant des relations solides avec les journalistes, les médias peuvent devenir un allié précieux et un défenseur potentiel de l'utilisation des données.
- **Exemple d'activité:** une conférence de presse présentant les résultats d'un projet réussi, suivie d'une couverture médiatique dans les journaux, à la télévision et sur les plateformes en ligne.



11. Coalitions et réseaux de plaidoyer

- **Description:** créer des coalitions ou des réseaux de parties prenantes déterminées à promouvoir l'utilisation des données administratives. Des réseaux tels que le Collaboratif sur les données administratives peuvent collaborer sur l'élaboration de stratégies de plaidoyer, partager des ressources et coordonner des actions.
- **Objectif:** parler d'une même voix pour amplifier les efforts de plaidoyer et accroître l'impact des activités de plaidoyer.
- **Exemple d'activité:** une coalition nationale de plaidoyer composée de représentants d'organismes statistiques, de détenteurs de données, d'établissements universitaires, d'ONG et d'organisations internationales visant à promouvoir l'utilisation des données administratives dans l'élaboration des politiques.



Collaborative
on Administrative Data

The Collaborative on Administrative Data

est une collaboration multisectorielle de pays et d'organismes régionaux et internationaux, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à utiliser les sources de données administratives avec les fins statistiques. Cette collaboration est une plateforme pour partager les ressources, les outils, les meilleures pratiques et les expériences, et contribuer à sensibiliser tous les membres des systèmes statistiques nationaux sur les avantages de partager et de combiner les ressources administratives pour améliorer la qualité, la ponctualité, la couverture et le niveau de désagrégation des données statistiques.



Le principal objectif de
cette boîte à outils est de
présenter des stratégies de
plaidoyer centrées sur les
données administratives

8 Gérer les défis liés à des cadres juridiques concurrents

Comme le décrit brièvement la section 6.2, les cadres juridiques qui ne permettent pas le partage de données administratives, ou qui se contredisent, peuvent poser un défi de taille. Il s'agit d'un sujet complexe, et la manière de l'aborder d'un point de vue juridique dépasse le cadre de la présente boîte à outils de plaidoyer. Vous trouverez des liens vers des ressources et une assistance supplémentaires à la section 10 : Outils et ressources.

L'intérêt de cette boîte à outils réside dans le fait que l'établissement de relations de travail solides avec les détenteurs et les utilisateurs de registres administratifs présente des avantages dans presque tous les contextes réglementaires. Les spécificités que ni les accords ni les lois ne peuvent résoudre sont souvent traitées de manière plus efficace au travers de partenariats collaboratifs.

Cependant, la révision ou le renouvellement complet du cadre juridique des statistiques d'un pays nécessite souvent une solide stratégie de plaidoyer. L'exemple du Kirghizistan illustre la manière d'y parvenir et souligne également que cela pourrait vraisemblablement prendre deux ans, voire plus.



¹² Voir: (2024) Effective and Ethical Data Sharing at Scale, the Global Partnership for Sustainable Development Data. <https://www.data4sdgs.org/effective-and-ethical-data-sharing-scale>

KIRGHIZISTAN

Étude de cas: Révision du cadre juridique des statistiques au Kirghizistan

En 2017, le Comité national de la statistique de la République kirghize (CNS) a lancé un ambitieux projet de modernisation de la loi sur les statistiques d'État en vigueur. L'objectif était de mettre cette loi à jour pour qu'elle soit pleinement conforme aux Principes fondamentaux des Nations Unies relatifs aux statistiques officielles (UNFPOS) et à la Loi générique de la CEE-ONU sur les statistiques officielles pour l'Europe de l'Est, le Caucase et l'Asie centrale, et, à terme, de permettre un large accès aux microdonnées administratives à des fins statistiques. Ces efforts ont nécessité des préparatifs internes, suivis d'une collaboration intensive avec le Parlement, le cabinet du Premier ministre, le cabinet du Président et les entreprises. Ces efforts ont conduit en 2020 à l'adoption de la nouvelle Loi sur les statistiques officielles de la République kirghize.

Synthèse:

- Le délai de modernisation de la loi par le CNS était d'environ deux ans.
- Les six premiers mois ont été consacrés aux préparatifs internes, à la discussion et à la rédaction de la première version de cette nouvelle loi, conjointement avec des consultants internationaux et des experts juridiques locaux. Une liste a également été établie de toutes les parties prenantes à inviter aux tables rondes et aux ateliers pour leur présenter cette première version et en discuter.
- Au cours des six mois suivants, la nouvelle loi a été promue auprès des principales parties prenantes par le biais d'ateliers et de tables rondes. Le public était composé de représentants des autorités nationales, des entreprises, de la société civile, des usagers des services et du monde universitaire. Le CNS avait préparé des présentations de cette nouvelle loi, de ses avantages et de ses implications, en privilégiant une communication intelligible.
- Un projet a été soumis au Parlement. Par la suite, le CNS (sous l'égide de son président) a rencontré pendant trois mois de hauts fonctionnaires du gouvernement et des parlementaires actifs afin de rallier leur soutien et de promouvoir le projet de loi auprès du gouvernement et du Parlement. L'objectif était d'expliquer le contenu, l'utilité et les avantages de cette nouvelle loi.

Enseignements:

- Les membres du Parlement, le cabinet du Premier ministre, le cabinet du Président et les entreprises ont joué un rôle essentiel dans l'adoption de cette loi. Les entreprises se sont révélées de fervents défenseurs de cette nouvelle loi. En ce qui les concerne, l'utilisation accrue des données administratives se traduit par une réduction de la charge de travail, ce qui est perçu comme un effet très positif.
- Certaines dispositions de cette nouvelle loi, notamment celles concernant l'accès aux données administratives, ont été liées à d'autres initiatives gouvernementales en cours portant sur l'administration électronique et l'échange de données entre les autorités nationales. Cela a permis de garantir le soutien du gouvernement.
- Cette nouvelle loi était conforme aux Principes fondamentaux des Nations Unies relatifs aux statistiques officielles et à la Loi générique de la CEE-ONU sur les statistiques officielles. Les parlementaires ont considéré cet argument comme un atout majeur et un facteur déterminant pour obtenir le soutien et l'adhésion des différentes parties prenantes.
- Le président du CNS est lui-même un ancien membre du Parlement. Il disposait donc déjà de nombreux contacts et d'une bonne compréhension des besoins des membres du Parlement. Cela lui a conféré un accès et lui a permis d'adapter efficacement ses messages. Une fois qu'ils en comprenaient l'importance, les membres du Parlement ont été les plus fervents défenseurs de cette nouvelle loi.

9 Conclusion

Grâce à cette boîte à outils, vous avez découvert les aspects essentiels du plaidoyer en faveur d'une utilisation et d'un partage accrus des données administratives à des fins statistiques. Cette boîte à outils vous a présenté les principes fondamentaux d'un plaidoyer efficace, en insistant sur l'importance de comprendre les contextes et les besoins uniques des différentes parties prenantes. Reconnaisant l'absence d'approche universelle, elle a fourni divers exemples et stratégies qui ont fait leurs preuves dans des contextes nationaux et des domaines thématiques spécifiques, inspirant ainsi d'autres personnes à les adapter à leur propre situation.

Vous comprenez désormais la nécessité de mener des analyses approfondies des parties prenantes. En identifiant précisément les raisons pour lesquelles les parties prenantes sont réticentes ou favorables au partage des données, telles que les préoccupations relatives à la confidentialité, à la qualité des données ou aux contraintes de ressources, les défenseurs peuvent adapter leurs approches pour répondre directement à ces questions. Cette stratégie ciblée favorise des engagements plus constructifs et plus productifs, ouvrant la voie à des collaborations fructueuses.

Cette boîte à outils a souligné l'importance du choix du moment et du contexte dans les efforts de plaidoyer. En faisant coïncider leurs initiatives avec les moments où les parties prenantes sont les plus réceptives – par exemple lors des réformes politiques, des débats publics sur la transparence des données ou en réponse à des cas de réussite démontrée dans d'autres régions – les acteurs du plaidoyer peuvent considérablement améliorer l'efficacité de leurs campagnes. Reconnaître ces opportunités et s'y préparer permet de garantir le déploiement d'efforts efficaces au bon moment.

Si vous avez suivi le présent guide, vous avez alors mobilisé vos parties prenantes par le biais de réunions ou d'ateliers, publié des notes d'information ou mené des projets pilotes. Et maintenant? Il est primordial de réfléchir à l'efficacité de vos efforts de plaidoyer. Un suivi et une évaluation réguliers permettent aux acteurs du plaidoyer de mesurer les progrès, de comprendre quelles approches sont efficaces et d'identifier les éléments à ajuster. Ce processus itératif de réflexion et d'adaptation garantit que les efforts de plaidoyer restent dynamiques et réactifs à l'évolution des circonstances, conduisant ainsi à un succès plus durable et à long terme.

La promotion d'une utilisation et d'un partage accrus des données administratives est un effort continu qui nécessite une approche nuancée et souple, souvent sur plusieurs années. En comprenant les points de vue des parties prenantes, en effectuant des analyses approfondies des obstacles, en identifiant les points d'entrée stratégiques et en s'engageant dans une réflexion et une adaptation permanentes, les acteurs du plaidoyer peuvent promouvoir efficacement l'accès aux données administratives et leur intégration dans les systèmes statistiques. Cela favorise en retour une élaboration de politiques plus éclairée et contribue au développement général des capacités statistiques à l'échelle mondiale.



Abogar por un intercambio e uso de datos administrativos es una tarea continua que requiere un enfoque matizado y flexible, a menudo a lo largo de muchos años.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10

10 Outils et ressources

Liens concernant spécifiquement les cadres juridiques des statistiques et les protocoles d'accord:

Outil d'auto-évaluation du cadre juridique statistique du CDA:

<https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/tools/legalAssessmentTool>

Guide et modèle de protocole d'accord du CDA:

<https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/tools/mou>

CEE-ONU Guidance on Modernizing Statistical Legislation:

<https://unece.org/DAM/stats/publications/2018/ECECESSTAT20183.pdf>

UNSD Handbook on Management and Organization of National Statistical Systems,

chapter 3.4: [https://unstats.un.org/capacity-development/handbook/html/topic.](https://unstats.un.org/capacity-development/handbook/html/topic.htm#t=Handbook%2FC3%2FLegislative_frameworks.htm)

[htm#t=Handbook%2FC3%2FLegislative_frameworks.htm](https://unstats.un.org/capacity-development/handbook/html/topic.htm#t=Handbook%2FC3%2FLegislative_frameworks.htm)

Modèles et documents pour la boîte à outils de plaidoyer disponibles en ligne:

<https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/tools>

1. **Modèle de note conceptuelle et de programme pour un événement de haut niveau:** modèle prêt à l'emploi pour l'organisation d'ateliers de mobilisation des parties prenantes, comprenant les thèmes, les objectifs et la liste des participants.
2. **Outils de mobilisation des parties prenantes:** modèle de cartographie des parties prenantes et des acteurs clés, ainsi que le programme d'un atelier de mobilisation des parties prenantes.

Autres modèles et outils gratuits et accessibles:

3. **Programme de renforcement des capacités:** exemple de programme de séances de formation sur les aspects techniques de l'utilisation des données administratives à des fins statistiques. Vous trouverez de plus amples informations et d'autres idées à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/training>
4. **Modèle d'accord de partage de données:** modèle de document juridique adaptable pour l'élaboration d'accords formels de partage de données entre agences. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/tools/mou>
5. **Outil d'évaluation du cadre juridique:** questionnaire permettant de déterminer dans quelle mesure votre cadre juridique est adapté au partage des données administratives, ainsi que les domaines nécessitant des améliorations. Vous trouverez cet outil à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/tools/legalAssessmentTool>

Références

Brown-McBride, S. Systems Advocacy. Disponible à l'adresse: <https://resourcesharingproject.org/resources/systems-advocacy/>

Récits de développement des capacités – United Nations Statistics Division. Disponible à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/stories-blog>

Collaborative on the Use of Administrative Data for Statistics – United Nations Statistics Division. Disponible à l'adresse: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/capacity-development/admin-data/>

Davis, T. (2010) Barrier Analysis Facilitator's Guide: A Tool for Improving Behavior Change Communication in Child Survival and Community Development Programs, Washington D.C.: Food for the Hungry, Core Group https://coregroup.org/wp-content/uploads/media-backup/Tools/Barrier_Analysis_2010.pdf

HFG Project (2000) Policy Toolkit for Strengthening Health Sector Reform. Disponible à l'adresse: <https://www.hfgproject.org/wp-content/uploads/2015/02/Policy-Toolkit-for-Strengthening-Health-Sector-Reform-September-2000.pdf>

London School of Economics and Political Science, United Nations Statistics Division, Global Partnership for Sustainable Development Data, Re-using Administrative Data for Statistics: Case Studies from Five Countries. Disponible à l'adresse: https://unstats.un.org/capacity-development/admin-data/docs/UNDESA-LSE_Report%20on%20Re-using%20Administrative%20Data.pdf

PARIS21 (2010) Advocating for the National Strategy for the Development of Statistics. Disponible à l'adresse: <https://www.paris21.org/sites/default/files/media/document/2023-10/advocacytoolkit.pdf>

Plan International, A World at School, The Youth Advocacy Group (2022) An Advocacy Toolkit. Disponible à l'adresse: https://plan-international.org/uploads/2022/01/2014_an_advocacy_toolkit_part_1_en.pdf

Rogers, J.A., and Williams, A. Systems Advocacy: What It Is and How to Do It. Disponible à l'adresse: <https://www.cmhsrp.uic.edu/download/SystemsAdvocacyPPT.pdf>

Sharma, R. An Introduction to Advocacy: Training Guide. Disponible à l'adresse: <https://www.ngoconnect.net/sites/default/files/resources/An%20Introduction%20to%20Advocacy%20-%20Training%20Guide.pdf>

The Complete Guide to Advocacy Marketing – Pragmatic Institute. Disponible à l'adresse: <https://www.pragmaticinstitute.com/product/framework/advocacy/>

